



# SCHÉMA D'ASSAINISSEMENT

Octobre  
**2019**

Commune de BEAUMONT EN DIOIS



## **SOMMAIRE**

|   |    |
|---|----|
| OBJET DU DOSSIER .....  | 1  |
| <b><u>DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE</u></b> : NOTE DE SYNTHESE ET MENTION DES TEXTES<br>REGISSANT L'ELABORATION D'UN ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT ET SA MISE A<br>L'ENQUETE PUBLIQUE ..... | 3  |
| <b><u>RAPPORT DE PRESENTATION</u></b>   |    |
| 1/ CONTEXTE GENERAL DE LA COMMUNE .....   | 13 |
| 1.1/ Situation de la commune.....   | 13 |
| 1.2/ Hydrologie.....  | 14 |
| 1.3/ Ressource en eau potable.....  | 15 |
| 1.4/ Démographie.....   | 15 |
| 1.5/ Activités .....  | 15 |
| 2/ L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....   | 17 |
| 2.1/ Description des réseaux d'assainissement existants.....  | 17 |
| 2.2/ Description de la station d'épuration .....  | 29 |
| 3/ ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....  | 37 |
| 3.1/ Composition d'une filière d'assainissement non collectif .....   | 37 |
| 3.2/ Conditions de mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement non collectif .....   | 39 |
| 3.3/ Opérations d'entretien d'une filière d'assainissement non collectif .....  | 40 |
| 3.4/ Rôle du SPANC.....   | 40 |
| 3.5/ Etat du parc des dispositifs ANC .....   | 40 |
| 3.6/ Définition du dispositif d'assainissement non collectif à mettre en place .....  | 41 |
| 3.7/ Coût d'un dispositif d'assainissement non collectif .....  | 41 |
| 4/ EAUX PLUVIALES.....  | 43 |
| 5/ SCENARIOS DE L'ASSAINISSEMENT .....  | 44 |
| 5.1/ Description des scénarios .....  | 44 |
| 5.2/ Partie 1A : Haut du village au monument aux morts .....  | 44 |
| 5.3/ Partie 1B : Monument aux morts au bas du village .....   | 45 |
| 5.4/ Partie 1C : Tronçon final à remplacer .....  | 47 |
| 5.5/ Partie 2A : Tronçon de Châteauneuf (sur le plateau) .....  | 48 |
| 5.6/ Partie 2B : Tronçon de Châteauneuf (partie pentue) .....   | 49 |
| 5.7/ Partie 2C : Tronçon du Chélas .....  | 51 |
| 5.8/ Tableau de synthèse des scénarios .....  | 53 |
| 5.9/ Définition d'un ordre de priorité des travaux .....  | 53 |
| 6/ IMPACT SUR LA TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT .....   | 55 |
| 7/ CHOIX DE LA COMMUNE .....  | 59 |
| 8/ COMPATIBILITE DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT AVEC LA CARTE COMMUNALE ET<br>INCIDENCES .....   | 60 |
| 8.1/ Vérification du dimensionnement de la station d'épuration .....  | 60 |
| 8.2/ Cohérence du zonage de l'assainissement avec le zonage constructible .....   | 60 |
| 8.3/ Zones constructibles en ANC .....  | 60 |

|   |    |
|---|----|
| 8.4/ Incidences de la carte communale sur le réseau d'eaux usées : travaux de raccordement des parcelles constructibles ..... | 60 |
| 9/ CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT .....  | 63 |
| 9.1/ Objet de la carte de zonage de l'assainissement .....  | 63 |
| 9.2/ Zones en assainissement collectif .....  | 63 |
| 9.3/ Zone en assainissement non collectif.....  | 63 |
| 9.4/ Zonage pluvial .....   | 63 |
| 10/ SDAGE RMC, SAGE Drôme et NATURA 2000.....   | 64 |
| 10.1/ SDAGE RMC.....  | 64 |
| 10.2/ SAGE Drôme.....   | 67 |
| 10.3/ Evaluation des incidences du projet sur le zonage Natura 2000 .....   | 68 |
| BIBLIOGRAPHIE.....  | 70 |

## **AVIS DE LA DREAL**

## **CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

## **OBJET DE L'ETUDE**

La commune de BEAUMONT EN DIOIS est en cours d'élaboration d'une carte communale. Elle est dotée d'une station d'épuration mais elle n'a pas réalisé de schéma d'assainissement. Aujourd'hui, conjointement à l'élaboration d'une carte communale, elle souhaite établir un schéma d'assainissement et réfléchir aux éventuels travaux nécessaires sur son système d'assainissement.

Les dossiers de la carte communale et de schéma d'assainissement seront soumis à la même enquête publique.

Le schéma d'assainissement est constitué par ce présent rapport et la carte de zonage située en fin de ce rapport.

Le présent rapport comporte les parties suivantes :

- contexte général de la commune (contexte général, population et activités),
- description de l'assainissement collectif (réseaux existants et station d'épuration),
- description de l'assainissement non collectif,
- eaux pluviales,
- scénarios de l'assainissement,
- impact sur la tarification de l'assainissement,
- choix de la commune,
- compatibilité du zonage de l'assainissement avec la carte communale,
- zonage de l'assainissement,
- compatibilité SDAGE, SAGE et incidences sur le zonage Natura 2000.

Le dossier, suite au rapport de présentation, comporte :

- l'avis de la DREAL,
- la carte du zonage de l'assainissement.

Une note de synthèse et la mention des textes régissant l'élaboration d'un zonage de l'assainissement et sa mise à l'enquête publique figurent en préalable au rapport de présentation.







**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

---

**NOTE DE SYNTHESE  
ET MENTION DES TEXTES**

**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

Commune de ST NAZAIRE LE DESERT



## **DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE : NOTE DE SYNTHESE**

### **→ Personne responsable du projet**

Commune de BEAUMONT EN DIOIS

Le Village

26310 – BEAUMONT EN DIOIS

Tél : 04 75 21 38 05

Mail : mairiebeaumontdiois@orange.fr

### **→ Autorité compétente**

Commune de BEAUMONT EN DIOIS

Mais délégation de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête publique à la Communauté des Communes du Diois du fait du transfert de la compétence planification – Enquête conjointe avec la carte communale

### **→ Responsable de la réalisation de l'étude**

Bureau d'études Anne LÉGAUT en tant que chargé d'études

2 Rue du 19 mars 1962

26150 DIE

Tél : 04 75 20 30 09

Mail : contact@anne-legaut.com

### **→ Objet de l'enquête**

Schéma d'assainissement

### **→ Caractéristiques du projet**

Etablissement de la carte de zonage de l'assainissement en parallèle de l'élaboration de la carte communale

### **→ Localisation du projet**

Territoire de la commune de BEAUMONT EN DIOIS

### **→ Conclusion du projet**

Réseaux d'eaux usées : partie ancienne unitaire et partie récente séparative

Résultats inspection caméra parties unitaires : plusieurs parties en mauvais état, réseau d'eaux usées à remplacer

Résultats tests à la fumée : 4 points d'anomalies, 853 m<sup>2</sup> de surfaces actives, apport d'eaux pluviales à la station d'épuration qui remettent en suspension les boues de la fosse et colmatent le préfiltre et les filtres

Station d'épuration existante, mise en service en 2002

Assainissement non collectif : 21 installations recensées par le SPANC, 14% conformes, 10% non conformes, 5% non conformes avec danger, 71% non contrôlées

Pas de problématique liée aux eaux pluviales (en dehors de la problématique des réseaux unitaires)

6 scénarios d'assainissement collectif avec reprise des parties en mauvais état et déconnexion des gouttières :

Travaux priorité 1 (remplacement des tronçons ne mauvais état) = 177 550 € HT, suppression de 14,8% des surfaces actives

Travaux priorité 2 (remplacement du tronçon sous-dimensionné) = 166 250 € HT, suppression de 15,2% des surfaces actives

Travaux priorité 3 (mise en séparatif avec impact significatif sur la réduction des surfaces actives) = 32 350 € HT, suppression de 60% des surfaces actives

Travaux priorité 4 (autres travaux) = 46 880 € HT, suppression de 10% des surfaces actives

Impact sur le prix de l'assainissement :

Tarification actuelle : Forfait de 28,96 € - 0,40 €/m<sup>3</sup>

Tarification couvrant les charges actuelles (exploitation et amortissement) : Forfait 102,70 € et 1,30 €/m<sup>3</sup>

Tarification couvrant les travaux priorité 1 (exploitation, emprunt et amortissement) : Forfait 124 € et 1,26 €/m<sup>3</sup>

Choix de la commune : pas de définition de programme de travaux au vu de l'impact sur la tarification, réalisation des travaux selon sa capacité financière

Dimensionnement de la station d'épuration compatible avec les prévisions de développement de la carte communale

Pas de zones constructibles en ANC (assainissement non collectif)

7 branchements d'eaux usées à réaliser pour le raccordement des zones constructibles – autofinancement communal

Projet compatible avec le SDAGE RMC et le SAGE Drôme

Pas d'incidences sur les zones Natura 2000

→ **Principales raisons pour lesquelles le projet a été retenu**

Réseaux et station d'épuration existants

Cohérence avec le zonage constructible de la carte communale

→ **Concertation publique préalable : NON**

Les travaux d'assainissement étant réalisés, la commune n'a pas réalisé de réunion publique. Le dossier a été présenté en Conseil Municipal.

→ **Textes régissant l'enquête publique**

Cf. pages suivantes

→ **Décision pouvant être adoptée**

Approbation du zonage de l'assainissement

→ **Autorité compétente pour prendre la décision**

Conseil Municipal de BEAUMONT EN DIOIS

## MENTION DES TEXTES REGISSANT L'ELABORATION D'UN ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT ET SA MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Les principaux textes réfèrent au Code Général des Collectivités Territoriales :

– Article L2224-10

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

– Article R2224-8

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

– Article R2224-9

Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

### → Textes régissant l'enquête publique et son insertion dans la procédure administrative

L'alinéa 3 de l'article R.123-8 du code de l'Environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

*« La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation. »*

### → Mention des textes régissant l'enquête publique

Cette enquête publique est régie par le Code de l'Environnement.

**CODE DE L'ENVIRONNEMENT :**

Le projet de zonage de l'assainissement est soumis à enquête publique par le Maire de la commune dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Il s'agit plus particulièrement, pour la partie réglementaire, des articles R123-8 à R123-23 du Code de l'Environnement :

– Article R123-8

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou au III de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.

– Article R123-9

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête :

1° L'objet de l'enquête, notamment les caractéristiques principales du projet, plan ou programme, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ;

2° La ou les décisions pouvant être adoptée (s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

3° Le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et de leurs suppléants ;

4° Les lieux, ainsi que les jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet ; en cas de pluralité de lieux d'enquête, l'arrêté désigne parmi eux le siège de l'enquête, où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ;

5° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

6° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

7° La durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

8° L'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;

9° L'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou de l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et le lieu où il peut être consulté ;

10° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

11° L'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

12° Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

#### – Article R123-10

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter un exemplaire du dossier et présenter ses observations sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

#### – Article R123-11

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux



diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets, plans ou programmes d'importance nationale, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II.- L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, lorsque celle-ci dispose d'un site.

III.-En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

#### – Article R123-12

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé à chaque commune qui en fait la demande expresse.

#### – Article R123-13

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et

heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

– Article R123-14

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

– Article R123-15

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.

– Article R123-16

Dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

– Article R123-17

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article R. 123-6 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport de fin d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport de fin d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

– Article R123-18

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

– Article R123-19

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à

l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

– Article R123-20

L'Etat peut consulter les électeurs d'une aire territoriale déterminée afin de recueillir leur avis sur un projet d'infrastructure ou d'équipement susceptible d'avoir une incidence sur l'environnement dont la réalisation est subordonnée à la délivrance d'une autorisation relevant de sa compétence, y compris après une déclaration d'utilité publique.

– Article R123-21

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

– Article R123-22

L'enquête publique poursuivie à la suite d'une suspension autorisée conformément au I de l'article L. 123-14 est menée, si possible, par le même commissaire enquêteur ou la même commission d'enquête. Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation, d'une nouvelle publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à l'article R. 123-12.

L'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme par rapport à sa version initialement soumise à enquête ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou l'évaluation environnementale intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou de l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

– Article R123-23

Lorsqu'une enquête complémentaire est organisée conformément au II de l'article L. 123-14, elle porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement. L'enquête complémentaire, d'une durée minimale de quinze jours, est ouverte dans les conditions fixées aux articles R. 123-9 à R. 123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme par rapport à sa version initialement soumise à enquête ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou l'évaluation environnementale intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou de l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

L'enquête complémentaire est clôturée dans les conditions prévues à l'article R. 123-18.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de clôture de l'enquête complémentaire, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête joint au rapport principal communiqué au public à l'issue de la première enquête un rapport complémentaire et des conclusions motivées au titre de l'enquête complémentaire. Copies des rapports sont mises conjointement à la disposition du public dans les conditions définies à l'article R. 123-21.

#### **→ Insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative**

La commune de BEAUMONT EN DIOIS élabore son schéma d'assainissement dans le but de connaître l'état des réseaux anciens unitaires (inspections caméra et tests à la fumée), vérifier la compatibilité du dimensionnement de la station d'épuration avec les prévisions de développement de la carte communale, étudier l'impact sur le prix de l'assainissement et élaborer une carte de zonage cohérente avec le système d'assainissement collectif existant et la carte communale.



---

# **RAPPORT DE PRESENTATION**

**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**  
Commune de ST NAZAIRE LE DESERT



## 1/ CONTEXTE GENERAL DE LA COMMUNE

### 1.1/ Situation de la commune

La commune de Beaumont en Diois se localise à 90 km environ au Sud-Est de Valence, à 25 km au Sud de Die et à 70 km à l'Ouest de Gap.

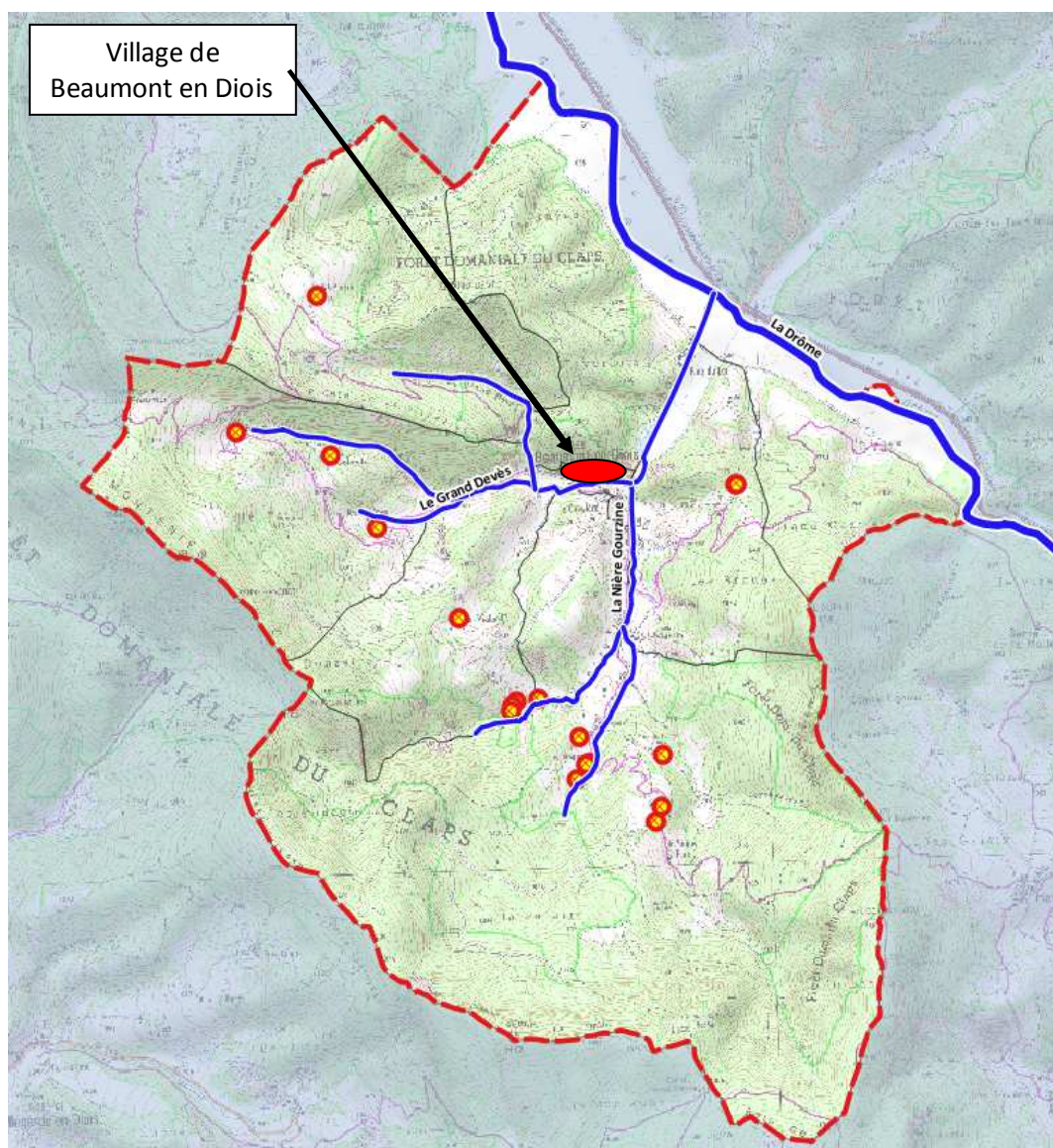
D'une superficie de 1 767 ha, elle se trouve dans la haute vallée de la Drôme, en tête du bassin versant de cette rivière.

Le territoire communal connaît un étagement qui commence de la rivière Drôme (630 m d'altitude environ) jusqu'au sommet de Serre la Chaud (1412 m d'altitude).

Le village est situé à 5 km environ à vol d'oiseau au Sud-Est du centre-ville de Luc en Diois.

La commune comporte une entité urbaine, le village, qui s'élargit aux quartiers de Châteauneuf et du Chélas. Il regroupe la majorité des habitations. Mais il existe aussi 11 lieux-dits comportant deux à trois habitations, dispersés sur le territoire communal.

La commune comptait 119 habitants permanents en juin 2017 (recensement communal).



LOCALISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL, DE L'HYDROLOGIE, DU VILLAGE ET DES LIEUX-DITS ISOLÉS  
Source : Scan 25 IGN – Mise à disposition conventionnée



## **1.2/ Hydrologie**

Le territoire communal fait partie du bassin versant de la Drôme. Cette rivière reçoit les ruisseaux de la Nière Gourzine et du Grand Devès en rive gauche. Le ruisseau du Grand Devès est un affluent de la Nière Gourzine.

### **La Nière Gourzine (et le ruisseau du Grand Devès)**

La Nière Gourzine conflue dans la rivière Drôme 760 m environ en aval de la station d'épuration.

Les caractéristiques du bassin versant et les débits de crue ont été étudiés lors de l'étude de l'aléa inondation des cours d'eau, fossés sur les communes du bassin versant de la rivière Drôme réalisée par EGIS-EAU en 2010. Les éléments suivants sont extraits de cette étude :

|                                       | Aval confluence avec<br>ravin de Rebinserie | Aval confluence<br>Grand Devès |
|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| Surface bassin versant                | 7,6 km <sup>2</sup>                         | 13 km <sup>2</sup>             |
| Longueur                              | 3,4 km                                      | 4,3 km                         |
| Pente modérée                         | 0,18 m/m                                    | 0,1 m/m                        |
| Coefficient de ruissellement décennal | 0,45  | 0,45                           |
| Temps de concentration décennal       | 59 min                                      | 1 h 35 min                     |
| Débit de crue décennal Q10            | 32 m <sup>3</sup> /s                        | 38 m <sup>3</sup> /s           |
| Débit de crue centennal Q100          | 72 m <sup>3</sup> /s                        | 86 m <sup>3</sup> /s           |

Le ruisseau correspond à la masse d'eau FRDR11592 « Torrent de la Nière Gourzine ». Il présente un bon état écologique et un très bon état chimique.

Les objectifs de qualité d'un bon état écologique et chimique devaient être atteints en 2015.

Le ruisseau de la Nière Gourzine est classé en première catégorie piscicole et en liste 1.

Le ruisseau est fréquenté pour la pêche. Il n'est pas recensé de pratique de baignade.

### **La Drôme**

La Drôme correspond à la masse d'eau FRDR442 « La Drôme de l'amont de Die, Bès et Gourzine inclus ». Elle est classée en liste 1 et ne première catégorie piscicole.

Une étude d'aléa des principaux cours d'eau du bassin versant de la Drôme a été réalisée par le bureau d'études « EGIS-EAU » en juillet 2007. Elle indique l'emprise des zones inondées par la Drôme en cas de rupture des digues, fortement sollicitées en période d'écoulement d'une crue centennale. Il ressort que les crues de la Drôme impactent la Plaine du Lac à vocation agricole.

Les grilles de qualité de l'Agence de l'Eau indiquent un état écologique moyen et un état chimique mauvais.

L'objectif de qualité d'un bon état écologique devait être atteint en 2015 et celui d'un bon état chimique a été reporté en 2021.

La rivière Drôme est fréquentée pour la pêche, la baignade et les sports d'eaux vives (canoë-kayak, ...). Le point de baignade suivi par l'ARS le plus proche à l'aval se trouve au Claps, 3 km en aval. L'intérêt piscicole de la Drôme est important.

Le SAGE Drôme (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de la Drôme) fixe un objectif de qualité baignade bonne à excellente qui doit être atteint pour la bactériologie du 15 juin au 15 septembre sur la Drôme.

### **1.3/ Ressource en eau potable**

Le territoire communal comporte un captage public d'eau potable, le captage du Villaret, situé en hauteur dans la topographie. Il alimente le hameau de Saint Martin, le camping municipal, et le village au sens élargi, quartiers de Châteauneuf et du Chélas inclus.

Dix-huit habitations alimentées par des sources privées ont été recensées.

### **1.4/ Démographie**

Source : Recensement communal de juin 2017 réalisé dans le cadre de la carte communale

La commune comptait :

- 119 habitants permanents en juin 2017,
- 82 logements dont 51 résidences principales et 31 résidences secondaires et logements occasionnels.

### **1.5/ Activités**

Les activités recensées sur la commune concernent :

- une secrétaire de mairie,
- un employé communal,
- une agence de conception graphique ALIOS,
- une auberge « L'Arbre à miel »,
- les gîtes du Moulin d'Antan,
- deux poteries,
- deux forains,
- une entreprise d'élagage,
- deux entreprises de travaux forestiers,
- une entreprise de charpente,
- deux entreprises de services aux entreprises et traductrice,
- une entreprise d'électricité,
- un accompagnateur d'activités de loisirs,
- une entreprise d'appeaux,
- une entreprise de travail du cuir,
- 5 sièges d'exploitation agricole.

En matière agricole, le territoire communal comporte 3 élevages ovins et 1 élevage caprin.

Il n'y a pas d'industrie sur le territoire communal.

En matière de capacité d'accueil, la commune comporte :

- le camping municipal de 25 emplacements qui peut accueillir une soixantaine de personnes si on prend en compte un ratio de 2 personnes par emplacement. Officiellement, sa capacité maximum est de 30 emplacements. La commune l'a donné en gérance,
- « Le Moulin d'Antan » qui comporte 4 chambres d'hôte pour 2 personnes et 3 gîtes pour 2 personnes,
- le gîte de séjour de Saint Pierre qui comporte 2 dortoirs et 4 chambres de 2 places soit une capacité d'accueil totale de 20 personnes.

La capacité d'accueil touristique totale comptabilise 94 personnes ce qui augmente la population de 80% en saison touristique.

→ Les activités susceptibles d'être polluantes concernent des élevages ovins et caprins. Le mode d'exploitation est sur paille avec épandage du fumier dans les champs. Ils ne produisent pas de rejets liquides susceptibles de rejoindre le milieu naturel. Les exploitations agricoles ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement.

Les eaux usées raccordées au réseau d'assainissement communal sont assimilable à des eaux usées domestiques.

## 2/ L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 2.1/ Description des réseaux d'assainissement existants

#### → Réseau d'eaux usées

Le réseau d'assainissement peut être scindé en 5 parties :

- Partie 1 : une antenne unitaire (collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans la même canalisation) qui dessert le village. Réalisée dans les années 70, cette antenne est la plus ancienne. Elle a une longueur de 563 ml et elle est de petit diamètre (béton Ø150). Un tronçon séparatif de 112 ml, plus récent (1990-1995), qui dessert les logements communaux du Temple et l'auberge communale, se raccorde sur cette antenne.
- Partie 2 : une antenne unitaire qui dessert le quartier de Châteauneuf et la partie du quartier du Chélas située en rive gauche de la Nière Gourzine. Cette antenne a été construite en deux temps. La partie basse (Le Chélas), réalisée dans les années 70, est en petit diamètre (béton Ø150) et a une longueur de 360 ml. La partie haute, (Châteauneuf), a été réalisée en fin des années 80. Elle a une longueur de 284 ml et elle est en PVC Ø200.
- Partie 3 : une antenne séparative (collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales) qui dessert le hameau de Saint Martin, le camping municipal, et la partie du quartier du Chélas située en rive droite de la Nière Gourzine. Ce tronçon, réalisé en 2002, a une longueur de 1080 ml en PVC Ø200.  
En 2004, deux autres tronçons en PVC Ø125 et Ø160, d'une longueur de 495 ml, ont été ajoutés.
- Partie 4 : les antennes pré-citées rejoignent un collecteur de transport unitaire de 320 ml en PVC Ø200 jusqu'à la station d'épuration. Ce collecteur a été réalisé en 1998/1999. L'ancienne canalisation de rejet dans la Nière Gourzine, située sous la route d'accès au village, est abandonnée.
- Partie 5 : le raccordement de la Ferme du Lac d'une longueur de 630 ml uniquement en refoulement PVC pression Ø53.6/63. Réalisé en 1998/1999, c'est le seul tronçon qui comporte un poste de refoulement.

Le réseau d'eaux usées a une longueur totale de 3,8 km. Il comporte :

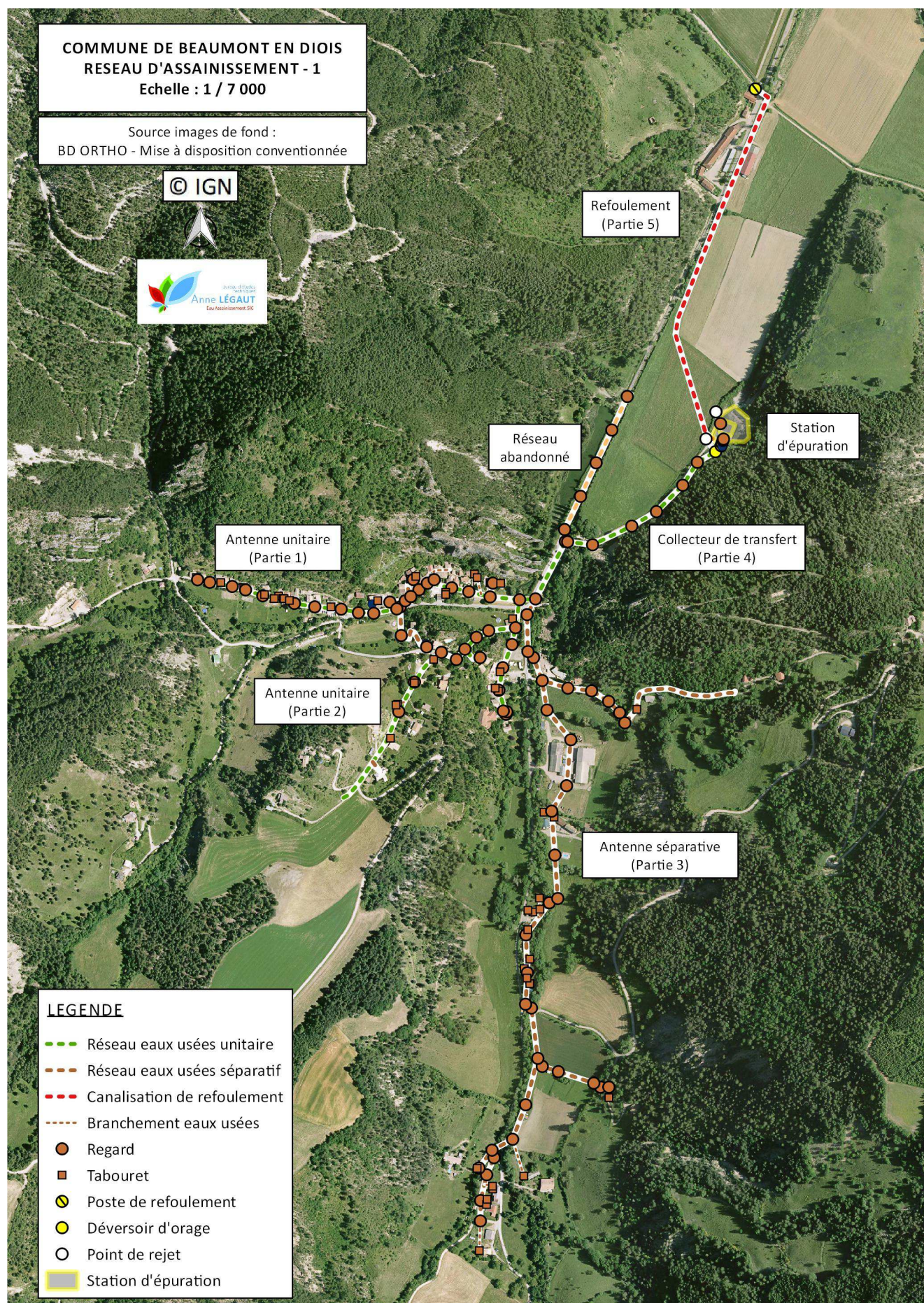
- 94 regards de visite,
- 48 tabourets de branchement recensés mais la commune facture 63 branchements,
- 1 poste de refoulement à la Ferme du Lac,
- 1 déversoir d'orage en entrée de station d'épuration.

*Voir plans pages suivantes :*

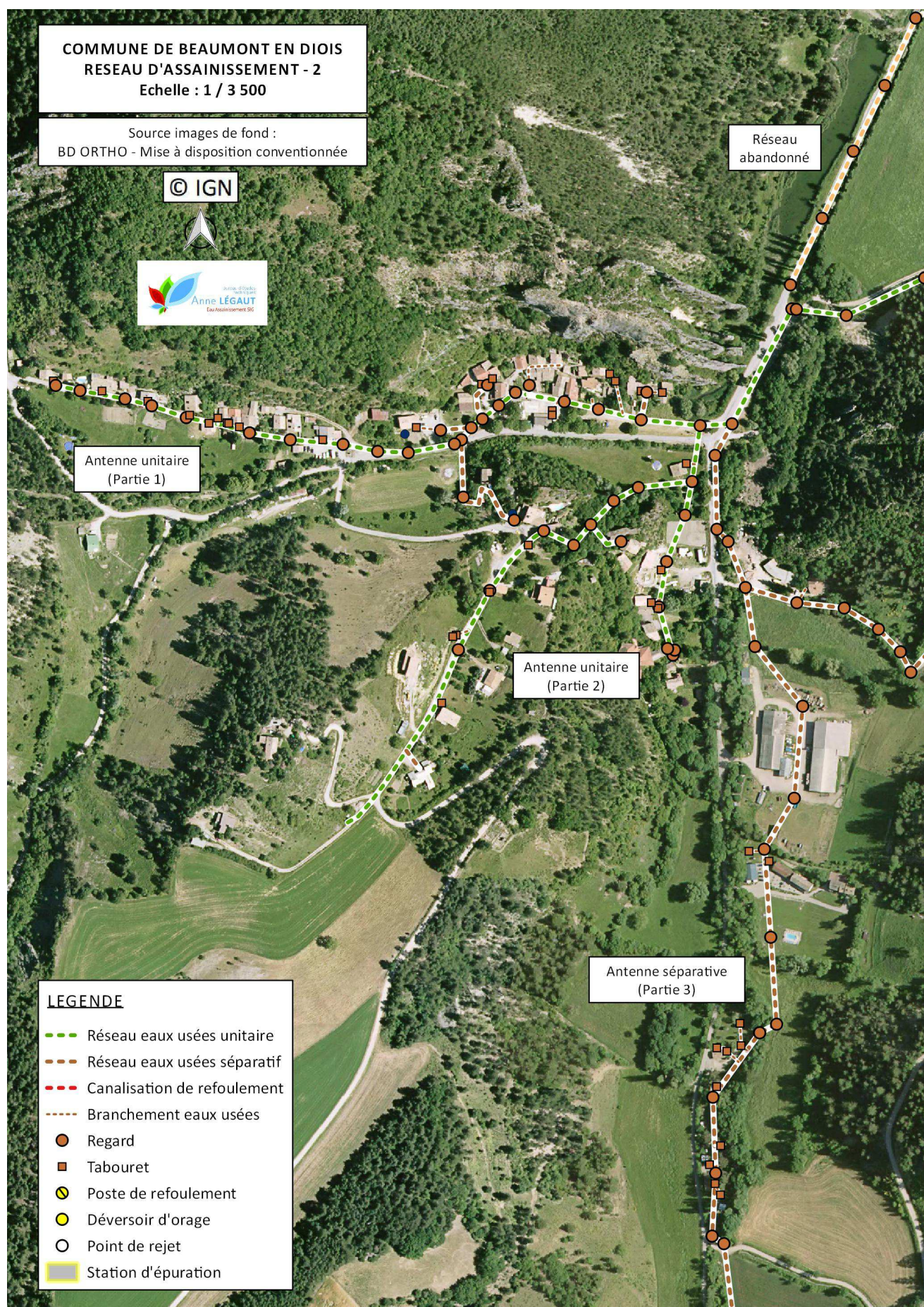
*Réseau d'assainissement – 1*

*Réseau d'assainissement – 2*











## → Diagnostic des réseaux unitaires

### INSPECTIONS CAMERA

Des inspections caméra ont été effectuées en 2002 et 2004 lors de la réception des réseaux suite aux travaux. La commune, qui prévoit des travaux sur le réseau d'eau potable, souhaitait connaître l'état des réseaux d'assainissement anciens (parties 1 et 2) afin de réaliser des travaux conjointement avec les travaux d'eau si nécessaires. Une inspection caméra, précédée d'un hydrocurage, a été réalisée sur les parties 1 et 2 du réseau dans le cadre de ce schéma d'assainissement.

Les résultats de ces inspections sont indiqués ci-après, partie par partie :

- Partie 1 : la Société SDH Assainissement a réalisé une inspection caméra de la partie 1, précédée d'un hydrocurage, du 13 au 17 /05/2019. Le réseau est en bon état d'une manière générale excepté la partie terminale qui est à remplacer et un regard en partie haute du réseau, également à remplacer.
- Partie 2 : la Société SDH Assainissement a réalisé une inspection caméra de la partie 2, précédée d'un hydrocurage, du 13 au 17 /05/2019. Le tronçon de Châteauneuf jusqu'à l'auberge est en bon état. Un regard borgne a été détecté. Il serait souhaitable de l'ouvrir afin de déterminer s'il existe une jonction entre ce tronçon et le tronçon du Temple. Le tronçon entre l'auberge et le village, très pentu, présente de nombreuses cassures envahies par les racines (obstruction de la canalisation en cours). Deux regards en tête de réseau ont été découverts.

Le tronçon du Chélas présente des cassures, des parties effondrées et des contre-pentes multiples. Il est à remplacer sur tout son linéaire jusqu'à la jonction avec le tronçon de Châteauneuf. La traversée sous le ruisseau, qui rejoint la partie 1, est en bon état. Un regard en tête de réseau a été découvert.

- Partie 3 : les canalisations de l'antenne séparative principale ont fait l'objet d'une inspection caméra et de tests d'étanchéité à l'eau effectués par la Société CITRE le 18/10/2002 dans le cadre de la réception des travaux. L'inspection caméra a mis en évidence la présence de boue à deux endroits, aucune remarque à formuler pour les autres tronçons. Les essais d'étanchéité à l'eau sont conformes.

Les tronçons réalisés en 2004 ont fait l'objet d'une inspection caméra et de tests d'étanchéité à l'eau effectués par la Société CITRE le 29/09/2004 dans le cadre de la réception des travaux. L'inspection caméra a mis en évidence une seule anomalie, un emboîtement entre tuyaux insuffisant mais étanche. Les 10 essais d'étanchéité à l'eau sont conformes.

- Partie 4 : le collecteur de transport a fait l'objet d'une inspection caméra et de tests d'étanchéité à l'eau effectués par la Société CITRE le 18/10/2002 dans le cadre de la réception des travaux. L'inspection caméra a mis en évidence la présence de dépôts (boue) à un endroit, aucune remarque à formuler pour les autres tronçons. Les essais d'étanchéité à l'eau sont conformes.
- Partie 5 : Le réseau de refoulement de la Ferme du Lac n'a pas fait l'objet d'inspection caméra.

*Voir plans pages suivantes :*

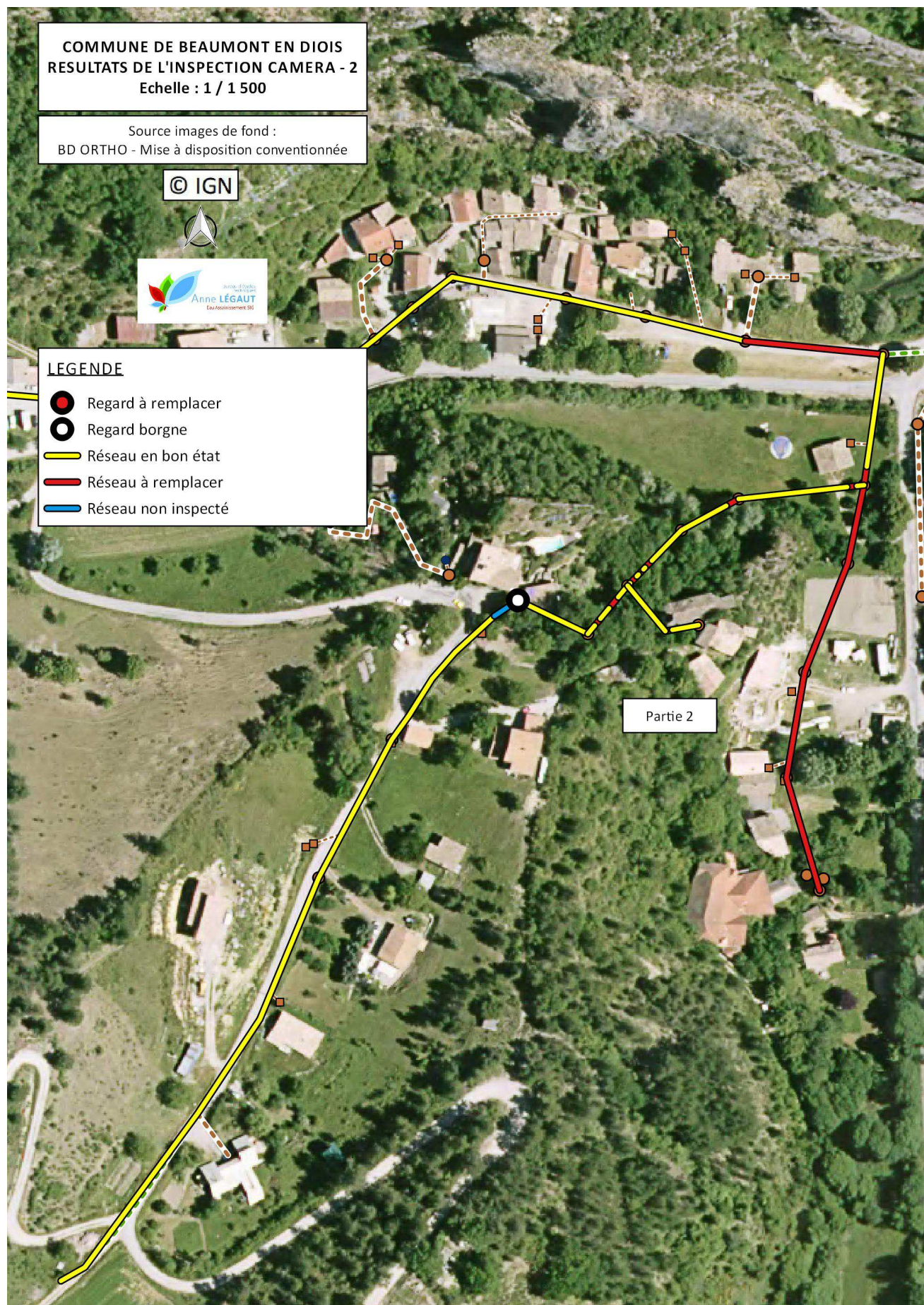
*Résultats de l'inspection caméra de SDH Assainissement – 1*

*Résultats de l'inspection caméra de SDH Assainissement – 2*











## TESTS A LA FUMEE

La société CHLEAUE a réalisé des tests à la fumée en mars 2019 sur les parties 1 et 2 du réseau d'assainissement. Même si ces parties sont unitaires et que l'on sait déjà qu'elles collectent ces eaux pluviales, la commune a voulu mener ces investigations afin d'identifier l'importance du raccordement des gouttières qui aura une incidence ensuite sur les scénarios d'assainissement (conservation du réseau actuel ou création d'un nouveau réseau).

Les tests à la fumée ont mis en évidence 46 points d'anomalies (1 point peut compter plusieurs anomalies) qui regroupent :

- 2 anciennes connexions de descente de gouttières. Les gouttières ont été enlevées mais le réseau est toujours en place. Travaux à réaliser : obturation du réseau,
- 31 tabourets (boîtes de branchement) ou tampons ou plaques non étanches. Travaux à réaliser : étanchéification des tabourets, des tampons et des plaques,
- 1 tampon cassé. Travaux à réaliser : remplacement du regard,
- 18 raccordements de gouttières,
- 1 grille avaloir,
- 5 points particuliers :
  - apparition de fumée dans un enrochement près d'une habitation. Travaux à réaliser : réparation ou remplacement de la canalisation,
  - défaut inconnu au pied d'une habitation,
  - apparition de fumée par l'enrobé sur la bordure d'une habitation. Travaux à réaliser : réparation ou remplacement de la canalisation,
  - apparition de fumée sous des escaliers. Travaux à réaliser : réparation ou remplacement de la canalisation,
  - absence de communication entre 2 regards. Travaux à réaliser : réparation ou remplacement de la canalisation.

Les anomalies repérées sont nombreuses et elles concernent principalement des défauts d'étanchéité de regards. Les points particuliers révèlent des canalisations en mauvais état.

Les surfaces actives collectées sont estimées à 853 m<sup>2</sup> sans compter les apports des défauts des points particuliers.

*Voir tableau pages suivantes :*

*Résultats des tests à la fumée*

*Voir plans pages suivantes :*

*Résultats des tests à la fumée – 1*

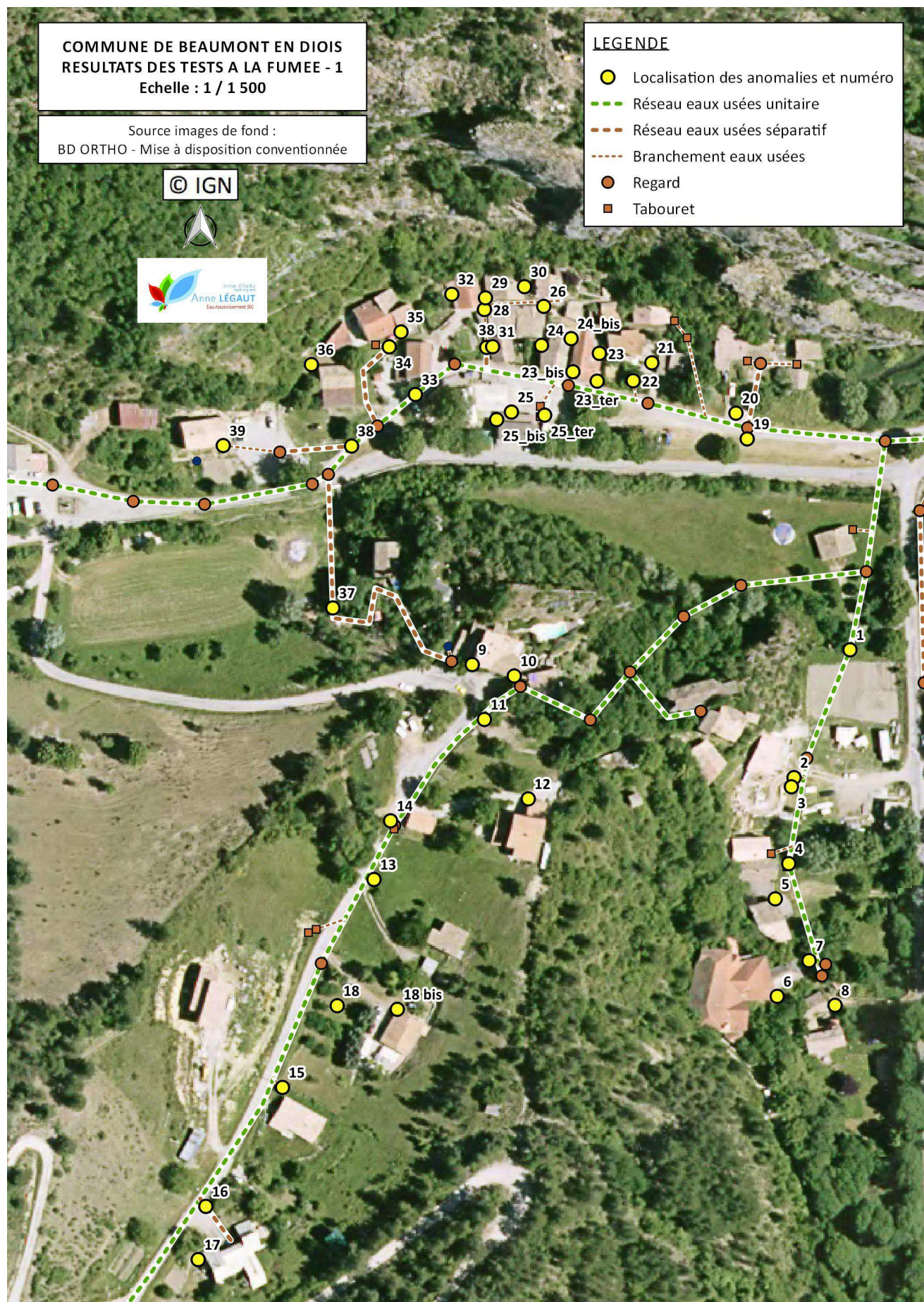
*Résultats des tests à la fumée – 2*

## Résultats des tests à la fumée

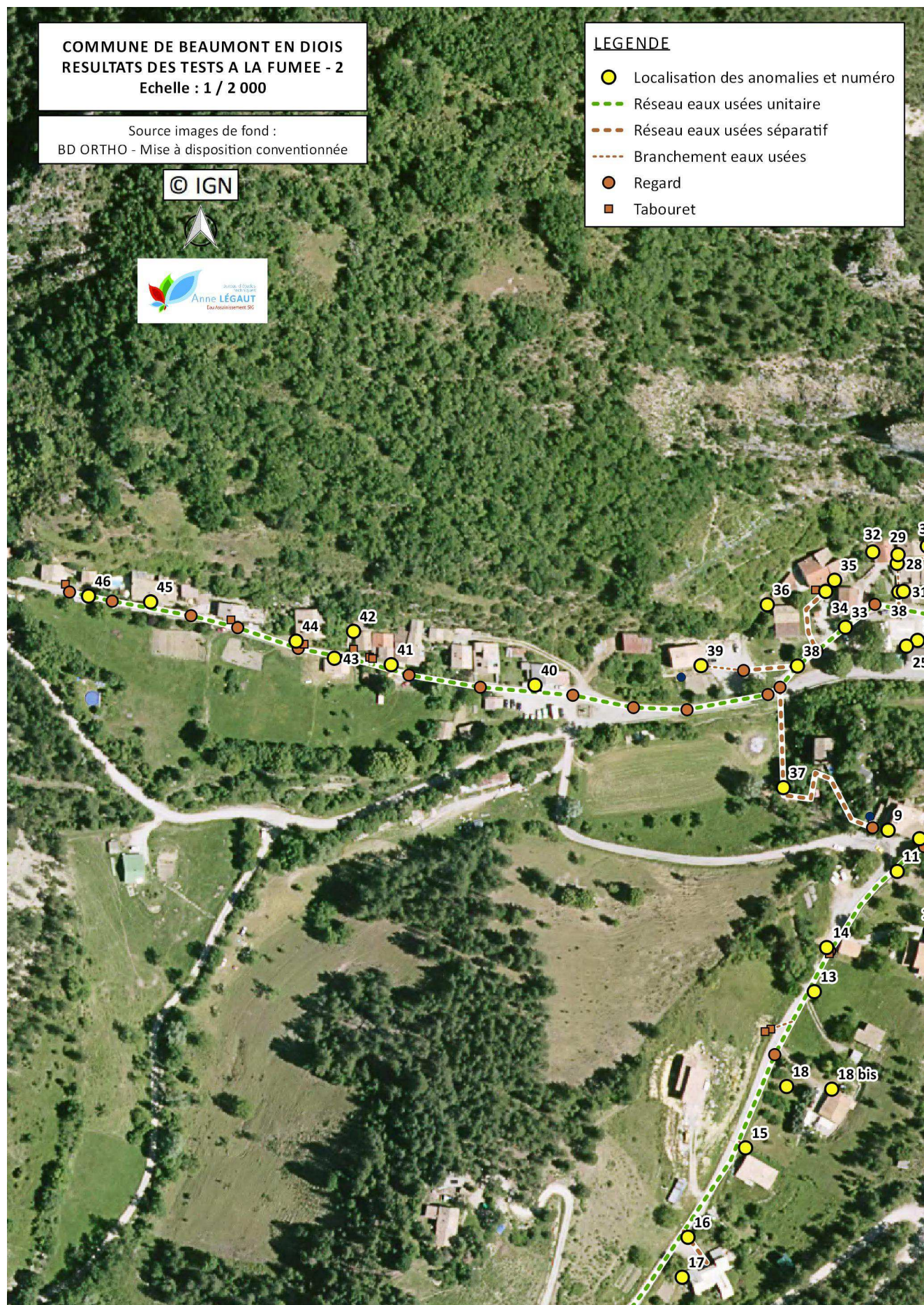
| N° ANOMALIE | TYPE  | TRAVAUX  | SURFACE ACTIVE m² |
|-------------|---|--|-------------------|
| 1           | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                | 2                 |
| 2           | Boite de branchement                        | Etanchéification de la boite de branchement                  |                   |
| 3           | Apparition fumée dans l'enrochement         | Etanchéification (réparation ou remplacement de la conduite) | Inconnue          |
| 4           | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                | 2                 |
| 5           | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 30                |
| 6           | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 40                |
| 7           | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                | 2                 |
| 8           | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                | 50                |
| 9           | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 40                |
| 10          | Tampon de branchement non étanche           | Etanchéification du tampon de branchement                    | 10                |
| 11          | Boite de branchement non étanche            | Etanchéification de la boite de branchement                  | 2                 |
| 12          | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 50                |
| 13          | Boite de branchement non étanche            | Etanchéification de la boite de branchement                  |                   |
| 14          | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                |                   |
| 15          | Plaque non étanche                          | Etanchéification de la plaque                                | 5                 |
| 16          | Boite de branchement non étanche            | Etanchéification de la boite de branchement                  | 50                |
| 17          | Boite de branchement non étanche            | Etanchéification de la boite de branchement                  | 5                 |
| 18          | Plaque non étanche                          | Etanchéification et rehausse de la plaque                    | 50                |
| 18 bis      | Ancienne connexion de descente de gouttière | Obturation de la conduite                                    |                   |
| 19          | Bouche à clef eau potable                   | Etanchéification (réparation ou remplacement de la conduite) | 20                |
| 20          | Boite de branchement non étanche            | Etanchéification de la boite de branchement                  | 5                 |
| 21          | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 20                |
| 22          | Tampon cassé                                | Réparation du tampon   | 10                |
| 23          | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 70                |
| 23_bis      | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  |                   |
| 23_ter      | Gouttière et tampon de collecte             | Déconnexion de la gouttière et étanchéification du tampon    |                   |
| 24          | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  | 70                |
| 24_bis      | Gouttière                                   | Déconnexion de la gouttière                                  |                   |
| 25          | Tampon non étanche                          | Etanchéification du tampon                                   |                   |
| 25_ter      | Grille avaloir                              |  |                   |

|               |  |  |    |
|---------------|--|--|----|
| <b>25_bis</b> | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>26</b>     | Gouttière                              | Déconnexion de la gouttière                                      | 20 |
| <b>38</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>28</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       | 20 |
| <b>29</b>     | Gouttière                              | Déconnexion de la gouttière                                      | 30 |
| <b>30</b>     | Gouttière + connexion des escaliers    | Déconnexion de la gouttière + réparation conduite sous escaliers | 30 |
| <b>31</b>     | Défaut inconnu au pied de l'habitation |  |    |
| <b>32</b>     | Gouttière + tampon non étanche         | Déconnexion de la gouttière et étanchéification du tampon        | 40 |
| <b>33</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       | 20 |
| <b>34</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>35</b>     | Gouttière                              | Déconnexion de la gouttière                                      | 30 |
| <b>36</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>37</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>38</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>39</b>     | Boite de branchement non étanche       | Etanchéification de la boite de branchement                      |    |
| <b>40</b>     | Gouttière + tampon non étanche         | Déconnexion de la gouttière + étanchéification du tampon         | 40 |
| <b>41</b>     | Gouttière + tampon non étanche         | Déconnexion de la gouttière + étanchéification du tampon         | 50 |
| <b>42</b>     | Gouttière + 2 tampons non étanches     | Déconnexion de la gouttière + étanchéification des tampons       | 40 |
| <b>43</b>     | Enrobé sur la bordure d'une habitation | Etanchéification (réparation ou remplacement de la conduite)     |    |
| <b>44</b>     | Ancienne connexion de gouttière        | Obturation de la conduite  |    |
| <b>45</b>     | Tampon non étanche                     | Etanchéification du tampon                                       |    |
| <b>46</b>     | Pas de communication entre les regards | Réparation de la conduite bouchée ou cassée                      |    |











## SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DES RESEAUX UNITAIRES (PARTIES 1 ET 2)

En croisant les résultats des inspections caméra et des tests à la fumée, nous pouvons cerner l'état des différentes parties :

– Partie 1 :

→ Réseau principal en bon état général excepté les 75 derniers mètres, 1 regard à changer

→ 19 tampons/tabourets non étanches, 15 gouttières raccordées, 1 ancienne connexion de gouttière, 4 points particuliers (apparition de fumée par l'enrobé sur la bordure d'une habitation, sous des escaliers, défaut inconnu, absence de communication entre 2 regards). La Société CHLEAUE a signalé qu'il n'y avait pas de communication entre les deux premiers regards du réseau. La Société SDH a enlevé une racine mais la cassure ou la fissure qui permettait à la racine de rentrer dans le réseau n'a pas été réparée.

→ Surface active estimée à 475 m<sup>2</sup>

**Le collecteur principal est en bon état général mais il est en Ø150, ce qui est un diamètre petit pour la collecte des eaux usées et des eaux pluviales. Les tests à la fumée mettent en évidence de nombreux défauts d'étanchéité de tampons et de tabourets. Cette antenne est à l'origine d'un apport d'eaux pluviales important à la station d'épuration. La partie finale est en mauvais état, la canalisation est à remplacer.**

– Partie 2 :

TRONCON DE CHATEAUNEUF (jusqu'à la jonction avec le tronçon du Chélas)

→ Bon état général excepté sur les derniers mètres où le réseau est à remplacer

→ 9 tampons/tabourets non étanches, 1 gouttière raccordée, 1 ancienne connexion de gouttière

→ Surface active estimée à 172 m<sup>2</sup>

**Le collecteur est en bon état général excepté sur 75 ml qui sont à remplacer. La partie à remplacer se trouve dans une zone très pentue. Cette partie pourrait devenir séparative en obturant le tuyau de l'ancienne gouttière et en déconnectant la gouttière raccordée. L'étanchéité des tabourets et des plaques seraient à reprendre.**

TRONCON DU CHELAS

→ Mauvais état général, réseau à remplacer sur 165 ml

→ 5 tampons/tabourets non étanches, 2 gouttières raccordées, 1 point particulier (apparition de fumée dans un enrochement)

→ Surface active estimée à 124 m<sup>2</sup>

**Le réseau est en mauvais état, il doit être remplacé.**

**→ Réseau d'eaux pluviales**

Le réseau d'eaux pluviales est scindé en 2 parties :

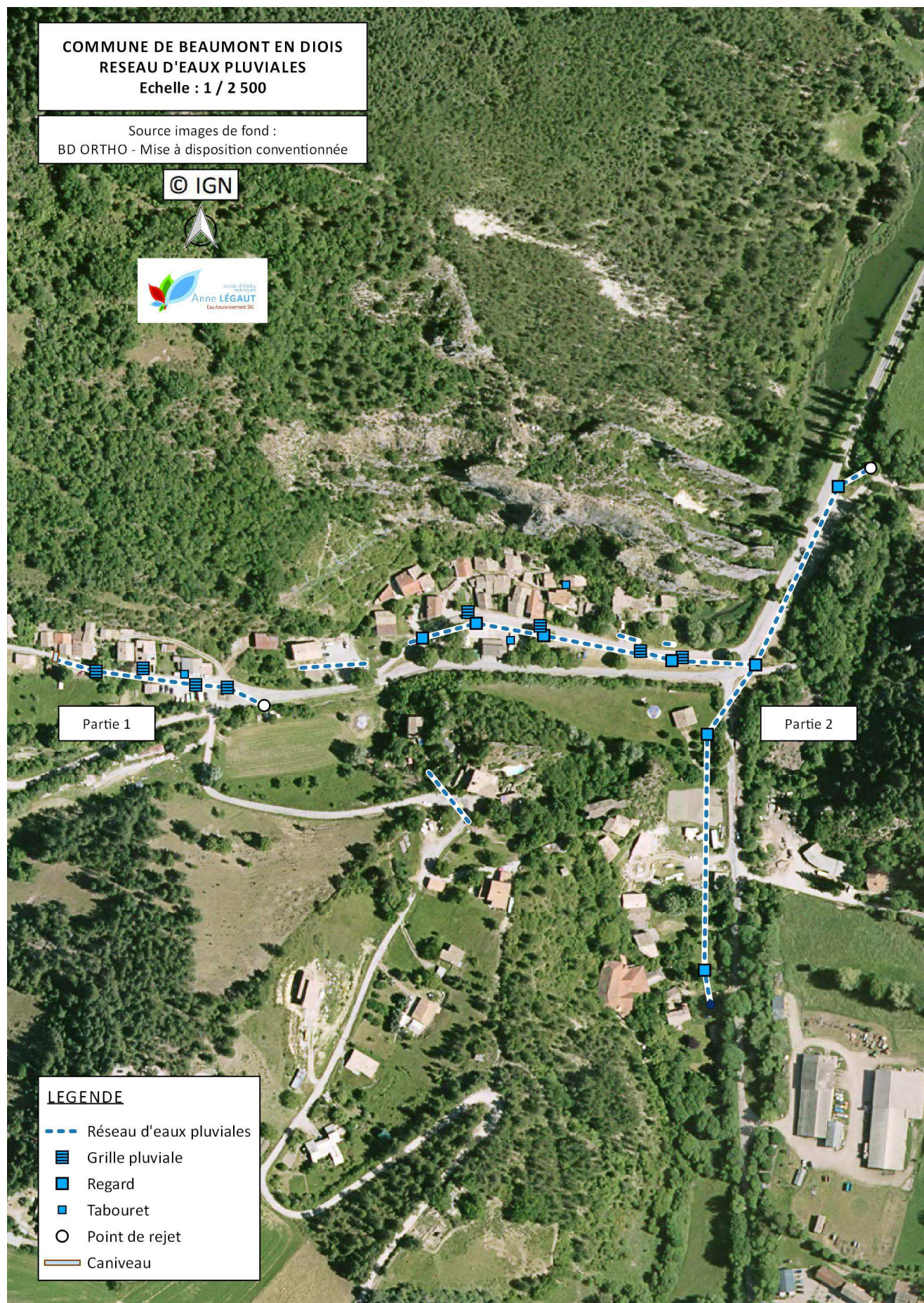
- Partie 1 : un premier réseau de 130 ml en béton Ø300-350 collecte les eaux pluviales de la moitié de la partie Ouest du village. Il comporte 5 grilles pluviales et 1 tabouret. Pour la plupart, les gouttières se raccordent directement sur la canalisation. Le réseau se rejette dans le ruisseau du Grand Devès. Ce réseau ne collecte pas la seconde moitié de la partie Ouest du village, ce qui explique que le réseau d'eaux usées du village soit de nature unitaire.
- Partie 2 : un second réseau de 560 ml en béton Ø200-350-400 ou PEHD Ø370 collecte les eaux pluviales de la partie Est du village et de la partie du quartier du Chélas situé en rive gauche de la Nièrre Gourzine. Il comporte 8 regards de visite, 4 grilles pluviales et 1 dégrilleur. Il se rejette dans le ruisseau de la Nièrre Gourzine.

Les réseaux d'eaux pluviales ont une longueur totale de 0,69 km, ce qui est bien moindre que la longueur du réseau d'eaux usées.

*Voir plan page suivante :*

*Réseau d'eaux pluviales*







## **2.2/ Description de la station d'épuration**

Le réseau d'eaux usées aboutit dans une station d'épuration qui a été mise en service en 2002.

### **→ Capacité de la station d'épuration**

Les éléments de ce paragraphe sont extraits du dossier de consultation des entreprises établi en 1999 par la DDAF relatif à la construction d'une station d'épuration.

Le mémoire de présentation indique que la population raccordée était de 28 permanents et 88 estivants. « *Dans le futur, on peut penser que 134 permanents et 20 estivants peuvent être raccordés. Par conséquent, la population raccordée ou raccordable au réseau d'assainissement s'élève à :*

- *Permanents :  $28 + 134 = 162$*
- *Estivants :  $88 + 20 = 108$*
- *TOTAL : 270. »*

La station d'épuration a été dimensionnée pour 270 EH.

### **→ Parcelle d'implantation et caractéristiques**

La station d'épuration est implantée sur la parcelle W 201 au lieu-dit « Côte-Cive ». Elle ne se situe pas en zone inondable. Elle est éloignée de plus de 100 m des habitations les plus proches.

La Société GEOPLUS a réalisé une étude de faisabilité hydrogéologique et géologique en juillet 1998. Les éléments suivants sont extraits de cette étude.

Le terrain, relativement plat avec une légère pente vers l'Ouest, correspond au débouché d'un petit talweg qui a été remblayé, après surcreusement par des colluvions limono-caillouteuses. Le substratum géologique, qui affleure largement sur le versant, est représenté par une alternance de barres calcaires, marno-calcaires et marneuses de l'Hauterivien et Barrémien inférieur.

Quatre sondages et deux tests de perméabilité ont été réalisés.

Les coupes des sondages caractérisent deux types de terrain :

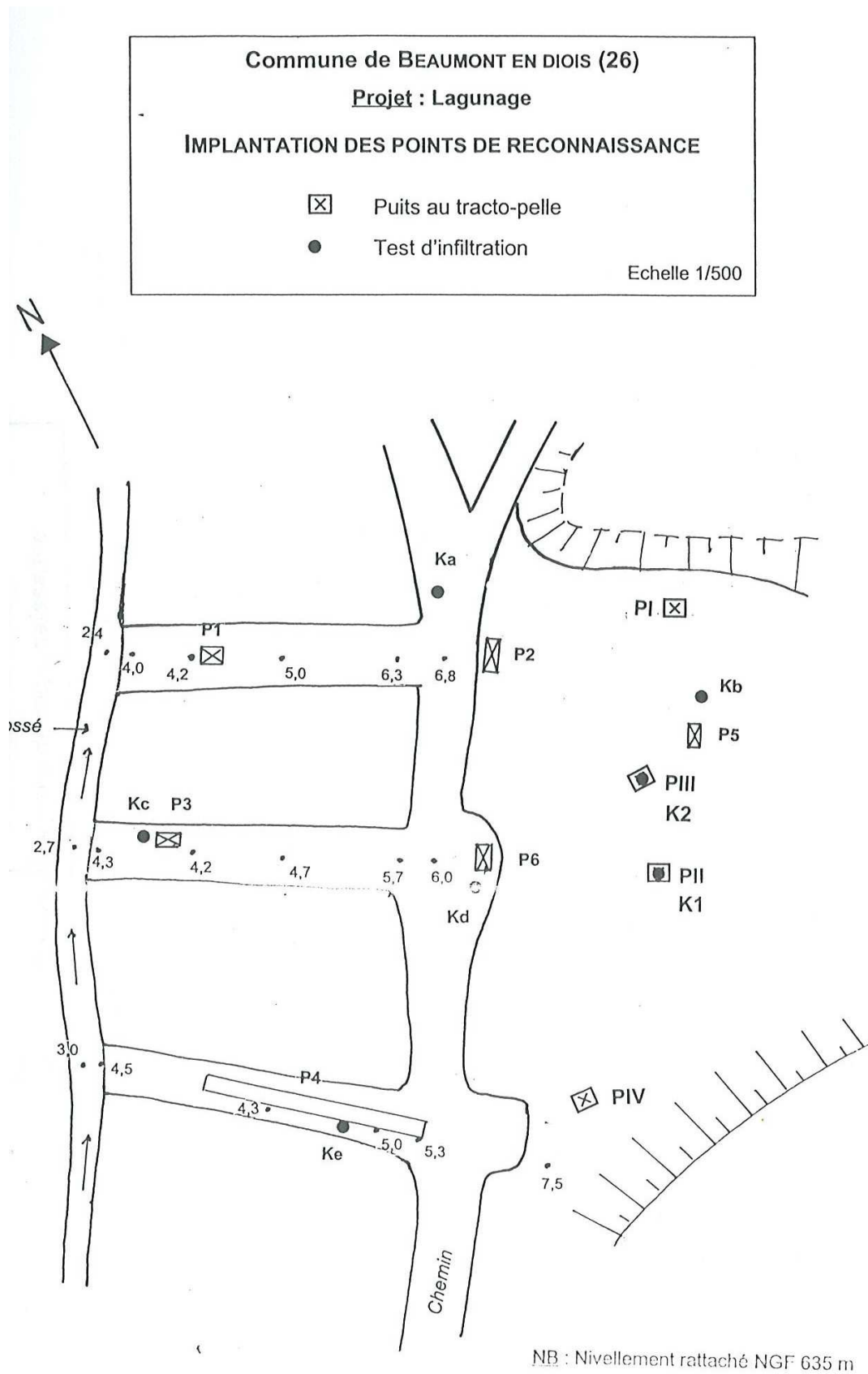
- P1 à P3 situés dans la partie plane : limon caillouteux relativement homogène jusqu'à 5 m d'épaisseur,
- P4 situé dans l'angle Sud, en surélévation par rapport à l'ensemble de la zone : présence du substratum calcaréo-marneux en bancs sous 0,9 m de limon argileux.

Il existe une nappe à la base des limons caillouteux reconnue en P1 et P2 aux profondeurs suivantes par rapport au terrain naturel : 4,3 m en P1 et 3 m en P2. En P4, on a noté une venue d'eau au toit du substratum correspondant à l'émergence des eaux d'infiltration du versant liée aux précipitations récentes. On retiendra la présence d'une nappe à une profondeur minimale de 3 m par rapport au terrain naturel, qui s'écoule vers l'Ouest et dont le niveau de base est constitué par le fil d'eau du petit canal de drainage bordant la plaine alluviale.

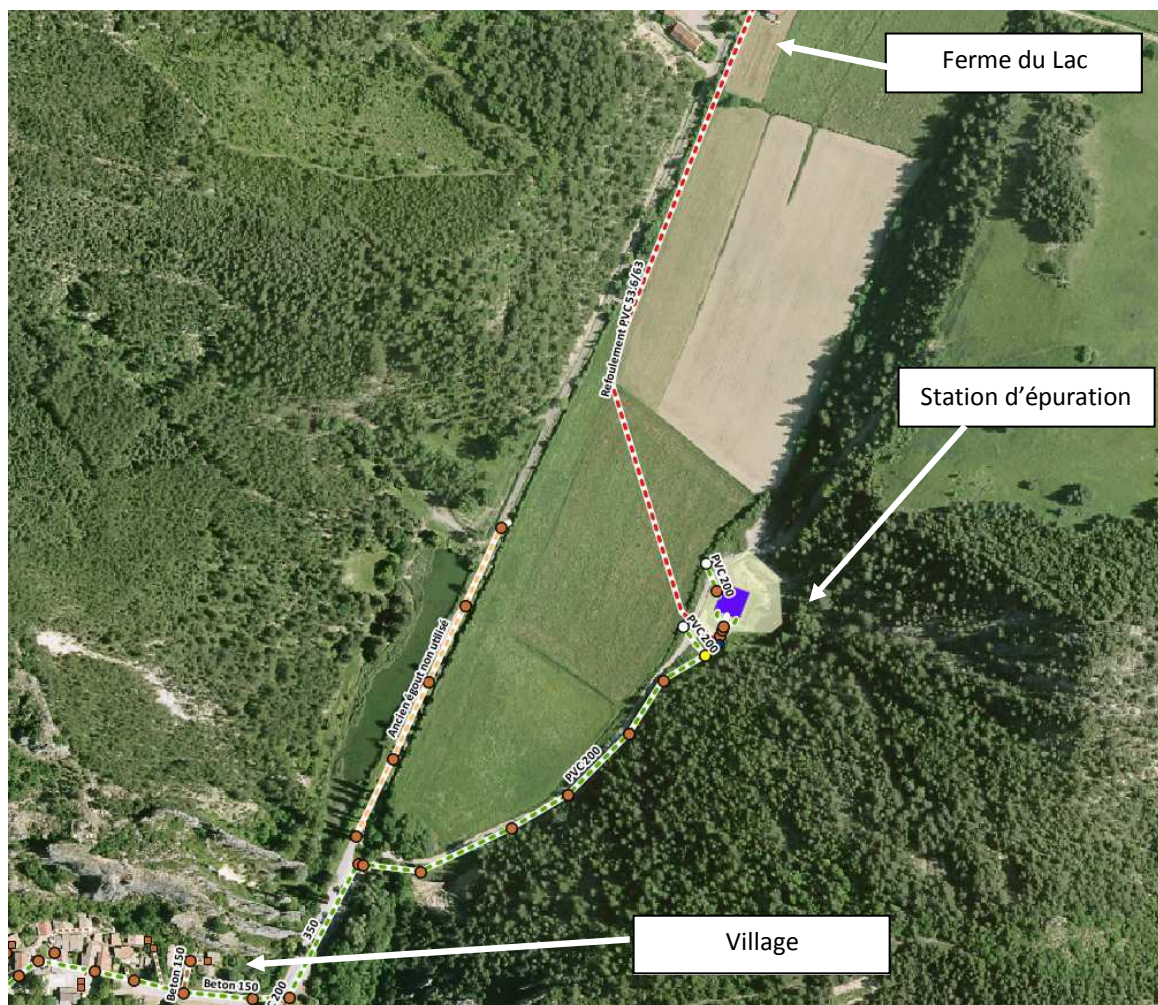
Les résultats des tests de perméabilité sont les suivants :

- $K1 = 50 \text{ mm/h}$  en P2 au droit des limons caillouteux,

- $K2 = 186 \text{ mm/h}$  en P3 au droit des limons caillouteux.



LOCALISATION DES SONDAGES ET TESTS DE PERMEABILITE  
Source : Etude GEOPLUS



LOCALISATION GENERALE DE LA STATION D'EPURATION  
Source : BO ORTHO IGN – Mise à disposition conventionnée

### → Description de la filière de traitement

Les éléments de ce paragraphe sont extraits de la notice de surveillance et d'entretien de la station d'épuration, réalisée en octobre 2002 par l'entreprise BCB qui a réalisé les travaux.

L'ensemble des effluents passe dans un déversoir d'orage.

Les eaux usées transitent ensuite par une fosse toutes eaux de 40 m<sup>3</sup> puis un préfiltre de 6 m<sup>3</sup> rempli de pouzzolane avant de s'écouler sur un lit d'infiltration.

Le lit d'infiltration est composé de 3 parties de 7 x 21 m adjacentes. Il comporte une couche de sable de 0,8 m d'épaisseur qui repose sur une couche de graviers roulés 20/40 comportant deux drains Ø200 de collecte des eaux traitées. Un regard répartiteur à 3 sorties, situé après le préfiltre, permet d'orienter alternativement les effluents vers 3 augets basculants situés en tête de chaque lit d'infiltration. La capacité de bâchée est de 600 l et les sorties sont aériennes (déversement des effluents sur la surface du filtre et non de manière enterrée). Deux regards en tête de lit et un regard en fond de lit permettent la surveillance et le nettoyage des lits. L'alimentation de chaque lit d'infiltration est alternée à raison d'une semaine d'alimentation et de 2 semaines de repos.

Les eaux traitées sont rejetées dans un fossé.

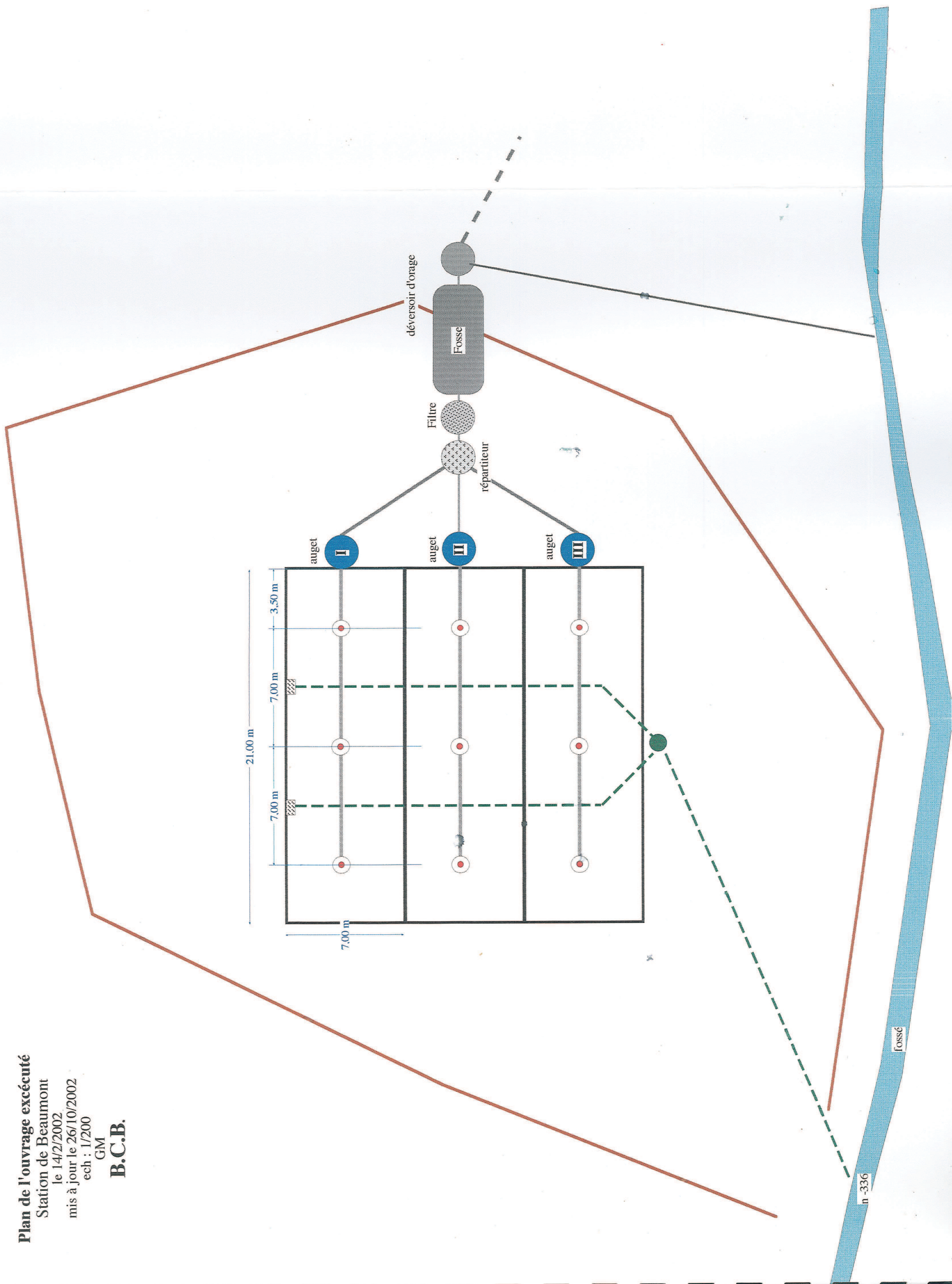
*Voir page suivante :*

*Plan de la station d'épuration*



Plan de l'ouvrage exécuté  
 Station de Beaumont  
 le 14/2/2002  
 mis à jour le 26/10/2002  
 ech : 1/200  
 GM

**B.C.B.**



## → Entretien

Les éléments de ce paragraphe sont extraits de la notice de surveillance et d'entretien de la station d'épuration, réalisée en octobre 2002 par l'entreprise BCB qui a réalisé les travaux.

Déversoir d'orage : Contrôle et entretien hebdomadaire

Ouvrir le couvercle, contrôle du bon écoulement des effluents

Fosse toutes eaux : Contrôle et entretien hebdomadaire

Vérification du bon écoulement des effluents et du niveau d'eau

Contrôle et entretien mensuel

Nettoyage des coudes plongeants à l'entrée et à la sortie, contrôle de la hauteur des boues

+ vidange de la fosse tous les 4 ans

Préfiltre : Contrôle et entretien hebdomadaire

Vérification du niveau d'eau

Il faut nettoyer la pouzzolane si elle est colmatée, voire la changer

Regard répartiteur : Contrôle et entretien hebdomadaire

Changement de l'alimentation des lits d'infiltration de manière alternative, vérification du bon écoulement des effluents, noter le changement de lit dans le journal d'entretien

Auget basculant : Contrôle et entretien hebdomadaire

Contrôle de la mobilité de l'auget qui est en fonctionnement, nettoyage si besoin

Lits d'infiltration-percolation : Contrôle et entretien hebdomadaire

Contrôle de la répartition régulière des effluents sur la surface du lit utilisé, vérifier le bon écoulement des eaux traitées dans le regard de sortie

Contrôle et entretien mensuel

Désherbage manuel en cas de présence de végétation et scarification de la surface des lits, casser la couche de dépôt superficielle en cas d'infiltration très lente

L'entretien de la station d'épuration est réalisé par l'employé communal à la fréquence d'une fois par semaine. Il remplit une fiche d'intervention hebdomadaire chaque semaine ainsi que des fiches d'intervention mensuelles

## → Suivi SATESE

L'ouvrage de traitement est suivi par le SATESE (Service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration) qui effectue une visite deux fois par an. Une synthèse de leur compte-rendu est indiquée ci-après :

— **22/08/2016**

Il s'agit de la première visite du SATESE sur cette station depuis sa mise en route en décembre 2002.

La dernière vidange de la fosse septique date de 2009, 40 m<sup>3</sup> avaient été alors pompés et le dépotage s'était effectué à Die. Ces vidanges doivent être effectuées par un prestataire



qualifié ou agréé qui doit donner en retour un bon de prise en charge des boues indiquant leur destination ainsi que la quantité vidangée.

Une nouvelle mesure de la hauteur de boues a été effectuée :

- Hauteur de boue dans la fosse : 80 cm
- Hauteur d'eau totale : 270 cm

Le taux de remplissage est estimé à 30%. Le curage des fosses septiques étant préconisé à partir d'un taux de remplissage de 40%, celui-ci devrait être à prévoir au cours de 2 années à venir.

Les tâches régulières d'exploitation, comme le désherbage des lits et l'entretien des abords sont bien réalisées. L'alternance des lits se fait une fois par trimestre. Afin d'optimiser le fonctionnement des filtres, il serait préférable de réaliser cette alternance de manière mensuelle voire bi-mensuelle.

Il n'y a pas de compteur de bâchées sur le site, le relevé du volume transitant par la station ne peut donc pas être effectué.

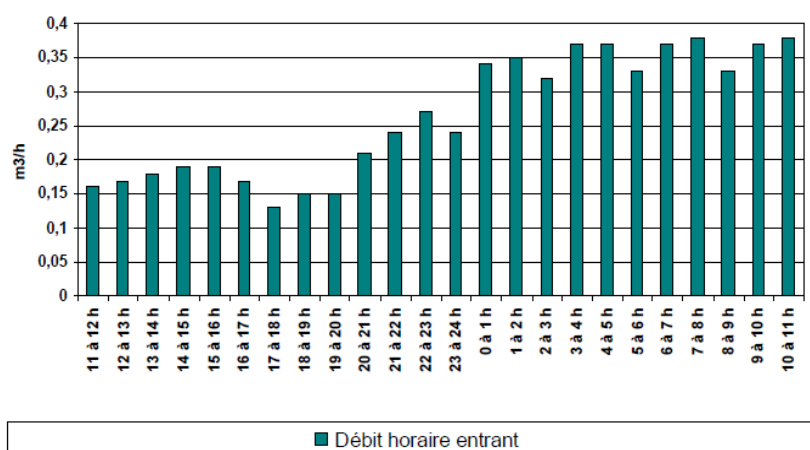
Le rejet est de bonne qualité au vu des résultats d'analyses de l'échantillon ponctuel prélevé le jour de la visite.

Le SATESE demande des informations techniques sur l'ouvrage (capacité nominale de la station, dimensionnement des ouvrages, nombre d'habitants raccordés à la station, nature du réseau, nom du milieu récepteur).

Un cahier d'exploitation, retraçant toutes les interventions d'exploitation de la station d'épuration, doit être tenu sur le site et mis à jour régulièrement.

#### – 22-23/02/2017 : bilan 24h

Un débit journalier de 6,36 m<sup>3</sup>/j a été mesuré en entrée de station alors que le débit nominal est de 40,5 m<sup>3</sup>/j. La population équivalente raccordée est de 42 EH au niveau hydraulique, soit 15,7% de la capacité de la station d'épuration. Le débit nocturne est supérieur à celui observé en journée. Ce phénomène ne peut s'expliquer ni par des précipitations ni par une fonte des neiges.



GRAPHIQUE DES DEBITS HORAIRES

Source : Bilan 24h SATESE 02/2017

La charge organique traitée est équivalente à 12 EH soit 4,5% de la capacité de la station d'épuration. Les concentrations en entrée de station sont bien inférieures à la composition d'un effluent à dominante domestique. Elles se situent comme indiqué ci-dessous par rapport aux fourchettes classiques caractéristiques d'un effluent urbain :

- la concentration en DBO5 en entrée : 114 mg/l (généralement entre 150 et 500 mg/l),
- la concentration en DCO en entrée : 281 mg/l (généralement entre 300 et 1000 mg/l),
- la concentration en MEST en entrée : 130 mg/l (généralement entre 100 et 400 mg/l),
- la concentration en NTK en entrée : 53 mg/l (généralement entre 30 et 100 mg/l).

Sigles :

EH : Equivalents-Habitants.

DBO5 : La Demande Biologique en Oxygène est la quantité d'oxygène consommée en 5 jours par des micro-organismes aérobies pour assurer la dégradation des matières présentes dans l'eau.

MES : Les Matières En Suspension représentent les matières qui ne sont ni à l'état soluble ni à l'état colloïdal : elles peuvent retenues par un filtre.

DCO : La Demande Chimique en Oxygène représente la teneur totale de l'eau en matières organiques, qu'elles soient ou non biodégradables. Le principe repose globalement sur la recherche d'un besoin d'oxygène de l'échantillon pour dégrader la matière organique. L'oxygène est fourni par un puissant oxydant.

NTK : L'Azote Total Kjeldahl représente la mesure de l'azote que l'on trouve dans les eaux usées, provenant notamment des déchets métaboliques (protéines, urée) d'origine humaine.

Le taux de charge hydraulique est supérieur au taux de charge organique ce qui indique la présence d'eaux claires parasites.

Les mesures réalisées montrent que le rejet satisfait aux exigences épuratoires de l'arrêté du 21/07/2015.

| PARAMÈTRES | CONCENTRATION à ne pas dépasser selon l'arrêté du 21 juillet 2015 | RENDEMENT minimum à atteindre | CONCENTRATION obtenue sur le bilan d'autosurveillance | RENDEMENT obtenu |
|------------|---|-------------------------------|---|------------------|
| DBO5       | 35 mg/l   | 60 %                          | <b>1,6 mg/l</b>                                       | <b>99 %</b>      |
| DCO        | 200 mg/l  | 60 %                          | <b>&lt; 10 mg/l</b>                                   | <b>96 %</b>      |
| MES        | ---   | 50 %                          | ---   | <b>98 %</b>      |

#### EXIGENCES EPURATOIRES

Source : Bilan 24h SATESE 02/2017

La charge en entrée de station est très faible, même pour une période située en dehors de la saison touristique. Il serait nécessaire de vérifier que les propriétaires des habitations raccordées ont bien déconnectés leur fosses septiques et que toutes les eaux usées des habitations sont bien collectées.

Le SATESE indique que le préfiltre est à nettoyer et préconise la mise en place d'un compteur de bâchée.

Ce bilan est le seul disponible actuellement. Il serait intéressant d'en réaliser un au pic de la période estivale et un en temps de pluie.

#### – 11/05/2017

Le préfiltre à pouzzolane a été nettoyé par l'entreprise BCB le 22/03/2017.

Cependant la forte pluie de samedi dernier (06/05/2017) a engendré une remise en suspension des boues dans la fosse et donc un colmatage sévère du préfiltre. Celui-ci est de nouveau à nettoyer en faisant appel à un hydrocureur afin de le faire pomper et rincer.

Ces à-coups hydrauliques sont systématiques lors de chaque épisode pluvieux. Il serait intéressant de réaliser un contrôle visuel, par temps de pluie, des tampons qui montent rapidement en charge sur le réseau afin de cibler sur quel tronçon se fait l'intrusion d'eaux claires.

Les siphons auto-amorçants fonctionnent bien. Il n'y a pas de fissures visibles sur les flexibles. Par contre, la boue s'est déposée en surface des filtres à sable à cause de ce fort épisode pluvieux. L'exploitant devra les racler une fois que les boues auront séché.

La dernière vidange de la fosse date de 2008. Une mesure de hauteur de boue sera effectuée lors de la prochaine visite du SATESE.

Le cahier d'exploitation est présent sur la station et correctement complété.

La présence de nitrate en sortie et l'absence d'ammonium témoignent d'une bonne aération des filtres à sable.

Le rejet est de bonne qualité au vu des résultats d'analyses de l'échantillon ponctuel prélevé le jour de la visite.

L'entretien général de la station est sérieux.

#### – 05/10/2017

Le préfiltre a été pompé par un hydrocureur en août, celui-ci se colmate régulièrement et à chaque épisode pluvieux. En effet, les à-coups hydrauliques provoquent une remise en suspension des boues dans la fosse qui sont ensuite retenues par le préfiltre. Pour faciliter son nettoyage, vous pouvez ensacher la pouzzolane dans des secs grillagés afin de pouvoir plus facilement les sortir pour les rincer au jet d'eau à pression. Si cette solution vous satisfait, vous pourrez aménager une aire de rinçage (dalle béton) avec une récupération des jus vers l'entrée de la fosse.

Les bâchées fonctionnent correctement. Nous vous conseillons de les équiper de compteurs afin de connaître le volume journalier transitant dans votre station.

Les filtres à sable sont propres. Aucune eau ne stagne dans les regards de contrôle.

Le rejet est de bonne qualité au vu des résultats d'analyses de l'échantillon ponctuel prélevé le jour de la visite.

Le cahier d'exploitation est présent sur le site et tenu à jour.

#### – 14/06/2018

Le préfiltre a été nettoyé il y a une dizaine de jour. L'agent communal le nettoie très régulièrement car celui-ci se colmate fréquemment après chaque épisode pluvieux.

Les bâchées ont été testées. Elles fonctionnent correctement. Nous vous conseillons de les équiper de compteurs mécaniques afin de comptabiliser le volume entrant dans votre station.

Les filtres à sable sont propres. Quelques herbes sont à retirer. Les regards de collecte des drains ne sont pas en charge.

Les résultats d'analyses attestent d'un rejet de très bonne qualité.

#### – 22/11/2018

La fosse a été sondée à l'aide d'un MES-mètre :

- Hauteur eau totale : 3 m

- Hauteur boue entrée : 0,9 m soit 30% de remplissage
- Hauteur boue sortie : 1,2 m soit 40% de remplissage

La fosse présente donc un taux de remplissage moyen de 35%. La bibliographie préconise un curage lorsque le taux de boue est de l'ordre de 30 à 50%. En sachant que la dernière vidange date de mars 2009 (20 tonnes de boues évacuées), la prochaine vidange est à prévoir d'ici peu.

Les fortes précipitations des jours précédents ont engendré un colmatage du préfiltre. Une vidange de la fosse est donc nécessaire pour limiter les départs de boues lors d'à-coups hydrauliques.

Les résultats d'analyses attestent d'un rejet de très bonne qualité.

– **06/06/2019**

L'hydrocureur est intervenu récemment pour déboucher la canalisation au niveau du déversoir d'orage. Un amas de lingettes l'avait obstrué.

Les ouvrages (fosse, préfiltre et bâchée) sont correctement entretenus. Les filtres sont propres, ils ont été désherbés manuellement. Le cahier d'entretien est à jour.

Des tests à la fumée ont été réalisés sur un tronçon du village. Il s'est avéré que beaucoup de toitures sont raccordées au réseau d'eaux usées communal, ce qui confirme l'augmentation du volume entrant dans la station lors d'épisodes pluvieux. De plus, un passage caméra a également été fait.

Les résultats d'analyse sur le rejet de la station attestent d'une épuration de très bonne qualité.

**Il ressort des comptes-rendus du SATESE que lors d'épisodes pluvieux, les MES sont remises en suspension dans la fosse et ces MES colmatent le préfiltre et les filtres à sable.**

### 3/ ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le sigle ANC signifie « assainissement non collectif ».

#### 3.1/ Composition d'une filière d'assainissement non collectif

Une filière d'assainissement non collectif est composée des ouvrages suivants :

##### → une fosse toutes eaux

Elle collecte toutes les eaux usées de l'habitation (sanitaire, cuisine, salle de bain, évier, buanderie...) mais pas les eaux pluviales. Elle doit être munie d'au moins un tampon de visite, permettant l'accès au volume complet de la fosse. Elle peut être suivie d'un préfiltre ou celui-ci peut être intégré à la fosse.

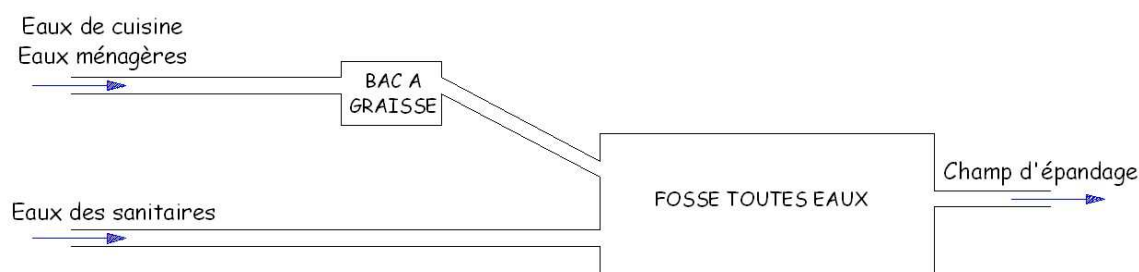
Elle doit être accessible et ventilée.

La capacité d'une fosse toutes eaux est de 3 m<sup>3</sup> pour 5 pièces principales. Le volume doit être supérieur si le nombre de pièces principales est supérieur à 5.

##### → un bac à graisse

Si la fosse toutes eaux est positionnée à plus de 10 m de l'habitation, un bac à graisse devra être placé le plus près possible des murs extérieurs, à moins de 2 m, afin que les graisses n'aient pas le temps de se refroidir et de se déposer dans la canalisation. Si la fosse est positionnée à moins de 10 m de l'habitation, le bac à graisse n'est pas obligatoire mais recommandé.

Le bac à graisse aura une capacité de 200 litres s'il collecte seulement les eaux de cuisine. Sa capacité sera de 500 litres s'il collecte également les eaux ménagères (salle de bains, cuisine, évier,...), ce qui est conseillé. Les eaux des sanitaires ne transitent pas par le bac à graisse. Elles s'écoulent directement dans la fosse toutes eaux.



Le positionnement de la fosse toutes eaux à proximité immédiate de l'habitation présente l'avantage d'un support sur lequel la ventilation peut prendre appui pour être montée jusqu'au faîtage. En cas de positionnement éloigné de l'habitation, la mise en place de la ventilation est problématique.

##### → une ventilation

La fosse toutes eaux génère des gaz de fermentation qui doivent être évacués par une ventilation efficace afin que les résidents ne soient pas gênés par des mauvaises odeurs.

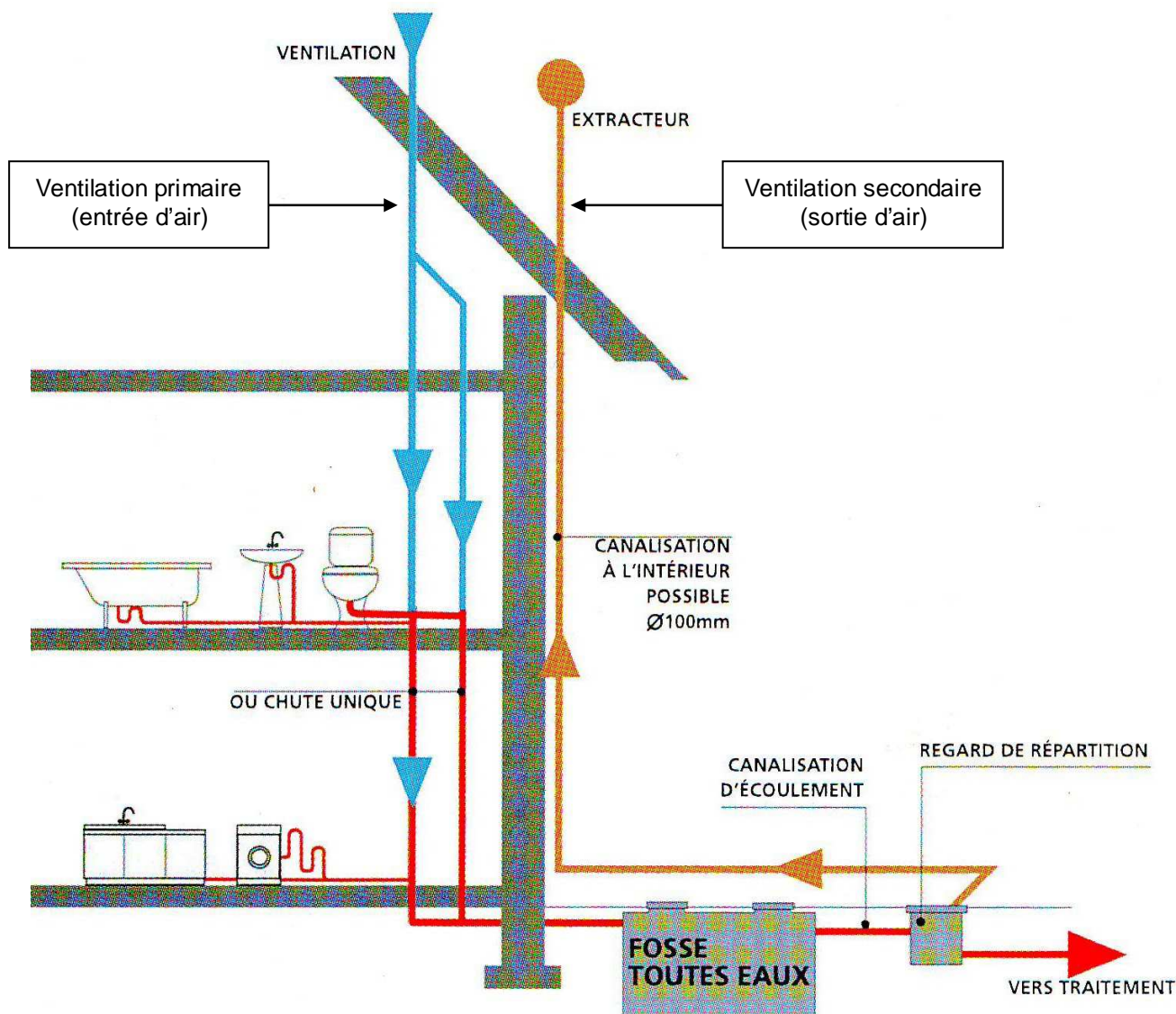
Cette ventilation est constituée par une entrée et une sortie d'air :

- l'entrée constitue la ventilation dite « primaire ». Il s'agit d'une prise d'air positionnée sur les ouvrages de chute (chute, évier, machine à laver, ...),
- la sortie constitue la ventilation dite « secondaire ». Il s'agit d'une prise d'air à l'aval de la fosse toutes eaux, avant le champ d'épandage.



Le système de ventilation est muni d'un extracteur statique ou éolien. Les canalisations constitutives de l'entrée de l'évacuation ont un diamètre identique à ceux des canalisations de branchement avec un diamètre minimal de 100 mm.

La canalisation d'extraction est prolongée au-dessus de la toiture et des locaux habités, en évitant autant que possible les coudes à 90°.



SCHEMA DE PRINCIPE DE LA VENTILATION  
(Extrait Document Agence de l'eau)

### → un traitement

Le traitement assure l'épuration des eaux usées. Il peut être constitué d'un champ d'épandage classique ou par une installation agréée.

Il doit être dimensionné en fonction de la perméabilité du sol, du contexte environnemental (présence d'une nappe, ...) et de la capacité d'accueil du bâtiment assaini.

### → Réglementation

Un dispositif d'assainissement non collectif relève généralement de l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, qui fixe les prescriptions techniques applicables

aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ de DBO<sub>5</sub> (ce qui correspond à 20 EH).

Cet arrêté indique que les eaux usées domestiques sont traitées par le sol en place ou par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé (filtres compacts, micro-station, ...).

La liste des installations agréées figure sur le portail de l'assainissement non collectif géré par le Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie et du Ministère des affaires sociales et de la santé. Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr> rubrique « Entreprises » onglet « Dispositifs de traitement agréés ».

Les concentrations maximales en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier doivent être de 30 mg/l en MES (matières en suspension) et de 35 mg/l en DBO<sub>5</sub> (Demande Biologique en Oxygène).

Si le dispositif a une capacité supérieure à 20 EH, il relève de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

### **3.2/ Conditions de mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement individuel**

Les eaux pluviales et de ruissellement doivent être détournées du champ d'épandage.

Le champ d'épandage devra être laissé en prairie naturelle et le recouvrement réalisé dans un matériau perméable à l'eau et à l'air.

Arbres et arbustes sont proscrits pour cause de racines pouvant obstruer les tuyaux d'épandage.

Le champ d'épandage doit se trouver à :

- 35 m d'un puits, d'une source ou d'un forage utilisé pour la consommation humaine (article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009),
- 5 m de l'habitation (minimum conseillé),
- 3 m de la limite de propriété (minimum conseillé),
- 3 m d'arbres, d'arbustes ou de plantations (minimum conseillé).

**La circulation des véhicules sur les ouvrages d'assainissement individuel est strictement interdite.**

Il est rappelé que les eaux de piscine ne devront en aucun cas transiter par la fosse toutes eaux et le champ d'épandage. D'une manière générale, aucune autres eaux que les eaux issues des WC, évier, salle de bains et cuisine ne doivent transiter dans la filière d'assainissement.

Il est recommandé de matérialiser les 4 coins du champ d'épandage (poteaux, rochers, pots de fleurs, ...) afin de faciliter les interventions ultérieures.

### **3.3/ Opérations d'entretien d'une filière d'assainissement non collectif**

Bac à graisse (si présence) : nettoyage tous les 6 mois. Les résidus de curage peuvent être évacués avec les ordures ménagères.

Fosse septique toutes eaux : périodicité de la vidange à moduler selon la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile (généralement tous les 4 ans). La vidange doit être effectuée par un organisme agréé qui délivre un certificat de vidange.

Préfiltre : nettoyage chaque année.

Champ d'épandage : vérifier son état de colmatage 1 fois par an dans les regards de maillage et le bon écoulement des eaux dans le regard de répartition.

Autres traitements : se conformer aux prescriptions du fournisseur.

### **3.4/ Rôle du SPANC**

Le SPANC est le Service Public de l'Assainissement Non Collectif. La commune de Beaumont en Diois a délégué cette compétence à la Communauté des Communes du Diois.

Il a pour mission le contrôle technique de l'assainissement individuel :

- contrôle de la conception, de l'implantation et de la réalisation d'une installation neuve ou réhabilitée,
- contrôle des installations existantes,
- vérification périodique du bon fonctionnement des installations.

Le SPANC doit être averti en cas de travaux réalisés sur l'installation d'assainissement non collectif. Le SPANC doit valider l'installation projetée avant la réalisation des travaux puis doit contrôler la bonne exécution des travaux avant recouvrement de la filière. Le propriétaire concerné doit contacter le SPANC avant et pendant les travaux.

La prestation du SPANC fait l'objet de redevances qui incombent aux propriétaires privés. Les tarifs du SPANC de la CCD sont indiqués dans le règlement intérieur du SPANC, disponible sur le site internet de la CCD.

### **3.5/ Etat du parc des dispositifs ANC**

Il est recensé 21 habitations en assainissement non collectif.

Le SPANC a indiqué le résultat des contrôles réalisés sur la commune (CC = Contrôle de conception, CP = Contrôle périodique) :

CC FAVORABLE / PAS DE DEFAULT / CONFORME SOUS RESERVE (Vert)

- 3 installations

CP NON CONFORME (Orange)

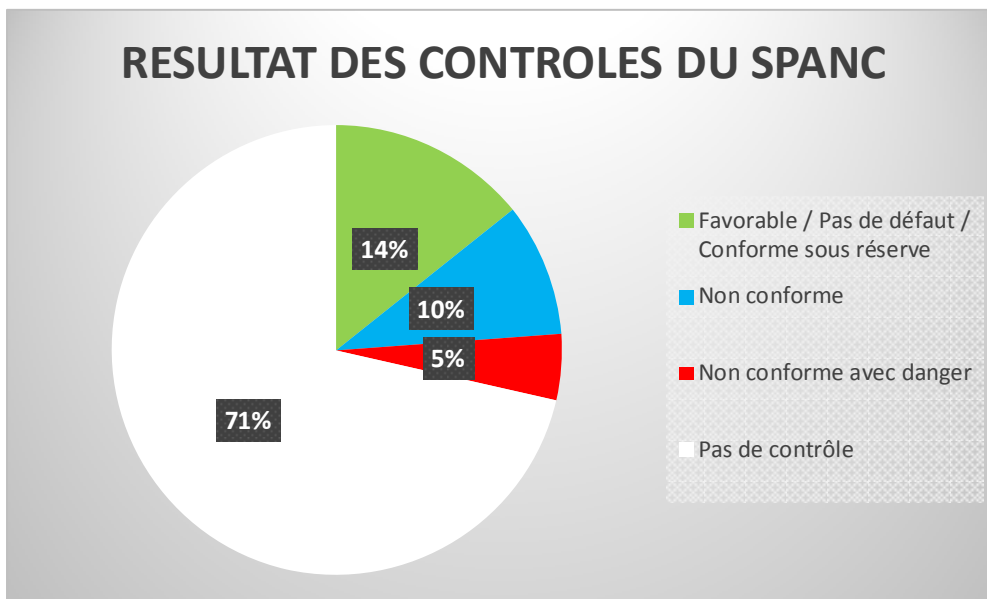
- 2 installations

CP NON CONFORME AVEC DANGER (Rouge)

- 1 installation

## PAS DE CONTROLE (Blanc)

- 15 installations non contrôlées



Voir carte page suivante :

*Assainissement non collectif – Etat des contrôles du SPANC*

### **3.6/ Définition du dispositif d'assainissement non collectif à mettre en place**

La définition de la filière d'assainissement non collectif (étude de faisabilité d'un assainissement non collectif dite aussi étude de sol) à mettre en place est à la charge des propriétaires privés, ainsi que les coûts d'investissement et d'entretien.

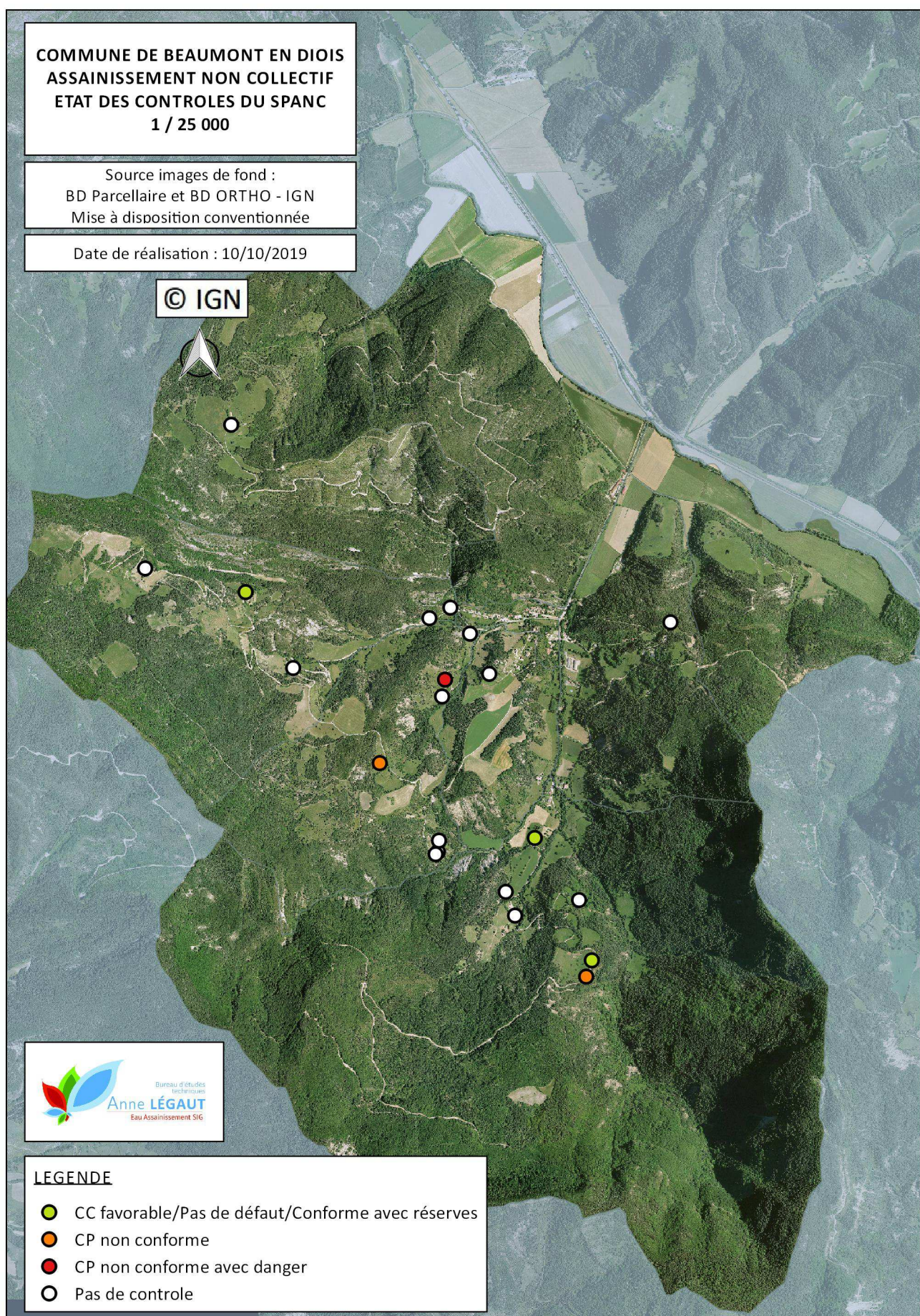
### **3.7/ Coût d'un dispositif d'assainissement non collectif**

Le coût d'un dispositif d'assainissement individuel complet (fosse + ventilation + champ d'épandage) varie selon la filière mise en place. Les coûts indiqués ci-après donnent seulement un ordre d'idée étant donné qu'ils peuvent varier en fonction de l'éloignement de l'habitation, de la topographie locale, ... :

- Tranchées d'infiltration à faible profondeur ± 8 000 € HT,
- Filtre à sable vertical non drainé ± 12 000 € HT,
- Filtre à sable vertical drainé ± 15 000 € HT.

Le coût de la vidange d'une fosse toutes eaux par un organisme agréé varie entre 300 et 500€ HT.







#### **4/ EAUX PLUVIALES**

Une étude de zonage d'assainissement doit indiquer si la commune rencontre des problèmes en matière d'eaux pluviales et, le cas échéant, établir un zonage d'ordre pluvial.

Les parties médianes et basses du village, le quartier du Chélas comportent un réseau d'eaux pluviales.

Sur le reste du territoire communal, les eaux pluviales sont naturellement drainées par des fossés et des ravins.

La commune n'a pas signalé de difficultés liées à l'évacuation des eaux pluviales.

Le schéma d'assainissement ne contiendra pas de zonage d'ordre pluvial.

## 5/ SCENARIOS DE L'ASSAINISSEMENT

### 5.1/ Description des scénarios

L'état des lieux de l'assainissement collectif a mis en évidence :

- Partie 1 du réseau :  
Haut de village au monument aux morts : un diamètre faible (150) pour la collecte des EP et des EU en même temps, bouchage de la canalisation en partie haute  
Monument aux morts au bas du village : un réseau EU et un réseau EP en partie basse mais beaucoup de gouttières raccordées, tabourets et tampons à étanchéifier  
Tronçon final en mauvais état, à remplacer
- Partie 2 du réseau :  
Sur le plateau : Tabourets à étanchéifier et gouttière à déconnecter sur le tronçon de Châteauneuf  
Partie pentue du tronçon de Châteauneuf : Réseau EU à remplacer car en mauvais état et 2 réparations à effectuer  
Partie du Chélas : Réseau EU à remplacer car en mauvais état

### 5.2/ Partie 1A : Haut du village au monument aux morts

Descriptif des travaux : mise en séparatif

- Création d'un réseau EU séparatif sous voie revêtue : 235 ml de PVC Ø200, 15 branchements
- Création d'un réseau EP sous voie revêtue avec raccordement sur le réseau béton 300 existant : 265 ml de PVC Ø300, 15 branchements



SITUATION ACTUELLE – Réseau unitaire de petit diamètre (Béton 150)  
Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée



LOCALISATION DES RESEAUX A CREER (Réseau EU en jaune et réseau EP en bleu)  
Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée

| Partie 1A : Haut du village au Monument aux morts                                |         |     |           |                   |
|--|---------|-----|-----------|-------------------|
|  | Unité   | Qté | PU HT     | Montant HT        |
| <b>TRAVAUX</b>   |         |     |           |                   |
| Installation de chantier, sondages de reconnaissance essais de compactage        | Forfait | 1   | 4 500.00  | 4 500.00          |
| RESEAU EAUX USEES  |         |     |           |                   |
| Réseau EU sous voie revêtue  | ml      | 235 | 220.00    | 51 700.00         |
| Branchement (raccordement sur réseau, réseau jusqu'à 10 m de longueur, tabouret) | u       | 15  | 600.00    | 9 000.00          |
| Plus-value extension branchement   | ml      | 0   | 80.00     | 0.00              |
| Raccordement sur regard existant   | u       | 1   | 250.00    | 250.00            |
| RESEAU EAUX PLUVIALES  |         |     |           |                   |
| Réseau EP sous voie revêtue en tranchée commune EU                               | ml      | 265 | 180.00    | 47 700.00         |
| Branchement  | u       | 15  | 600.00    | 9 000.00          |
| Imprévus, frais divers (10%)   |         |     |           | 10 000.00         |
| <b>ETUDES</b>  |         |     |           |                   |
| Honoraires assistance à maîtrise d'ouvrage                                       | Forfait | 1   | 10 000.00 | 10 000.00         |
| Honoraires maîtrise d'œuvre  | Forfait | 1   | 10 000.00 | 10 000.00         |
| Levé topographique et plan de recolement   | Forfait | 1   | 4 000.00  | 4 000.00          |
| Contôleur sécurité   | Forfait | 1   | 3 000.00  | 3 000.00          |
| Inspection caméra, tests d'étanchéité  | Forfait | 1   | 4 000.00  | 4 000.00          |
| Servitudes de passage  |         |     |           | 0.00              |
| Imprévus, frais divers (10%)   |         |     |           | 3 100.00          |
|  |         |     |           |                   |
| <b>Montant total HT</b>  |         |     |           | <b>166 250.00</b> |
| <b>TVA 20%</b>   |         |     |           | <b>33 250.00</b>  |
| <b>Montant total TTC</b>   |         |     |           | <b>199 500.00</b> |

### 5.3/ Partie 1B : Monument aux morts au bas du village

Descriptif des travaux :

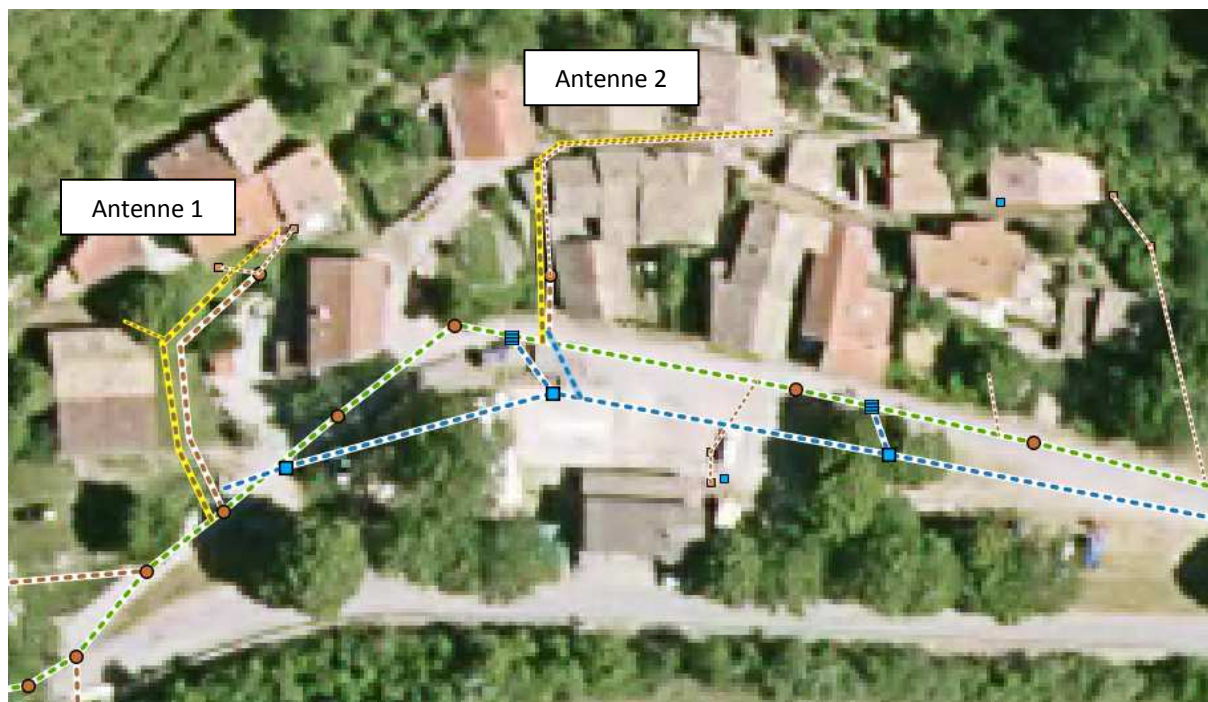
- Création de l'antenne EU 1 : 35 ml de PVC Ø125, 3 branchements (suppression des points 34, 35 et 36 issus des tests à la fumée) → 30 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Création de l'antenne EU 2 : 22 ml de PVC Ø125, 5 branchements (suppression des points 30, 29, 32, 28, 38, 32 et 31 issus des tests à la fumée) → 140 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Etanchéification des tabourets (suppression des points 39, 22 et 20 issus des tests à la fumée) → 15 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Etanchéification des tampons (suppression des points 25, 25\_bis, 38, 33 et 37 issus des tests à la fumée) → 20 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Déconnexion des gouttières du réseau EU et raccordement sur le réseau EP (suppression des points 24, 24\_bis, 23, 23\_bis, 23\_ter, 21 et 9 issus des tests à la fumée) et de la grille avaloir (suppression du point 25\_ter issu des tests à la fumée) → 200 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Réparation de la conduite AEP et remplacement d'une bouche à clé (suppression du point 20 issu des tests à la fumée) → 20 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins

Si tous les travaux sont réalisés, 405 m<sup>2</sup> de surfaces actives seront déconnectées du réseau EU ce qui correspond à 47,5% des surfaces actives totales identifiées par les tests à la fumée.

| Partie 1B : Monument aux morts au bas du village                                    |         |     |          |            |
|---|---------|-----|----------|------------|
|   | Unité   | Qté | PU HT    | Montant HT |
| <b>TRAVAUX</b>  |         |     |          |            |
| Installation de chantier, sondages de reconnaissance<br>essais de compactage        | Forfait | 1   | 4 000.00 | 4 000.00   |
| RESEAU EAUX USEES - Antenne 1   |         |     |          |            |
| Réseau EU sous voie revêtue   | ml      | 35  | 220.00   | 7 700.00   |
| Branchement (raccordement sur réseau, réseau<br>jusqu'à 10 m de longueur, tabouret) | u       | 3   | 600.00   | 1 800.00   |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 1   | 250.00   | 250.00     |
| RESEAU EAUX USEES - Antenne 2   |         |     |          |            |
| Réseau EU sous voie revêtue   | ml      | 22  | 220.00   | 4 840.00   |
| Branchement (raccordement sur réseau, réseau<br>jusqu'à 10 m de longueur, tabouret) | u       | 5   | 600.00   | 3 000.00   |
| Plus-value extension branchement  | ml      | 20  | 100.00   | 2 000.00   |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 1   | 250.00   | 250.00     |
| Connexion ancien réseau EU sur réseau EP  |         |     |          |            |
| Réseau EP sous voie revêtue   | ml      | 7   | 220.00   | 1 540.00   |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 1   | 250.00   | 250.00     |
| Eténchéification des tabourets  |         |     |          |            |
|   | u       | 3   | 400.00   | 1 200.00   |
| Eténchéification des tampons  |         |     |          |            |
|   | u       | 6   | 650.00   | 3 900.00   |
| RESEAU EAUX PLUVIALES   |         |     |          |            |
| Branchement (Déconnexion de 7 gouttières)   | u       | 7   | 600.00   | 4 200.00   |
| Plus-value extension branchement  | ml      | 30  | 80.00    | 2 400.00   |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 5   | 250.00   | 1 250.00   |
| REPARATION RESEAU EAU POTABLE *   |         |     |          |            |
| Réseau AEP sous voie revêtue  | ml      | 10  | 220.00   | 2 200.00   |
| Changement d'une bouche à clé   | u       | 1   | 600.00   | 600.00     |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          |            |
|   |         |     |          | 4 000.00   |
| <b>ETUDES</b>   |         |     |          |            |
| Honoraires assistance à maîtrise d'ouvrage  | Forfait | 1   | 7 000.00 | 7 000.00   |
| Honoraires maîtrise d'œuvre   | Forfait | 1   | 7 000.00 | 7 000.00   |
| Levé topographique et plan de recolement  | Forfait | 1   | 4 000.00 | 4 000.00   |
| Contôleur sécurité  | Forfait | 1   | 3 000.00 | 3 000.00   |
| Inspection caméra, tests d'étanchéité   | Forfait | 1   | 3 000.00 | 3 000.00   |
| Servitudes de passage   | u       | 3   | 500.00   | 1 500.00   |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          |            |
|   |         |     |          | 3 000.00   |
|   |         |     |          |            |
| Montant total HT  |         |     |          | 73 880.00  |
| TVA 20%   |         |     |          | 14 776.00  |
| Montant total TTC   |         |     |          | 88 656.00  |

\* Les réparations liées au réseau d'eau potable ne sont pas connues précisément. Nous avons pris une hypothèse d'une longueur de 10 m à remplacer et du changement d'une bouche à clé. Ces travaux pourraient être plus ou moins importants suite aux sondages de reconnaissance.





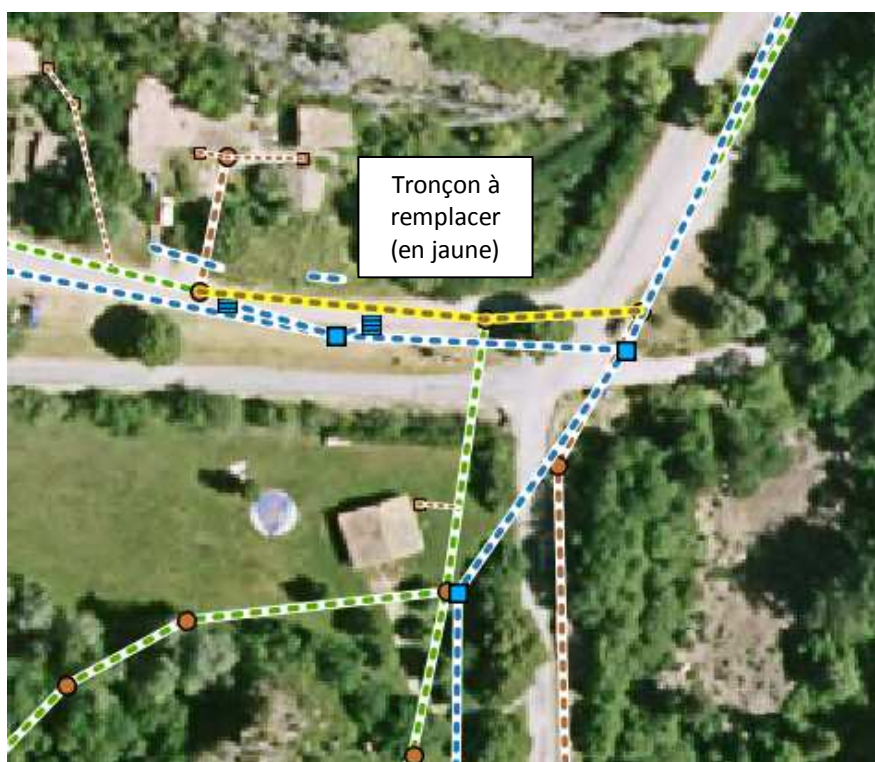
LOCALISATION DE L'ANTENNE 1 et 2

Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée

#### **5.4/ Partie 1C : Tronçon final à remplacer**

Descriptif des travaux : remplacement du réseau EU (mauvais état mis en évidence lors de l'inspection caméra)

- Remplacement du réseau EU sous voie revêtue : 75 ml de PVC Ø200



LOCALISATION DU TRONCON A REMPLACER

Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée

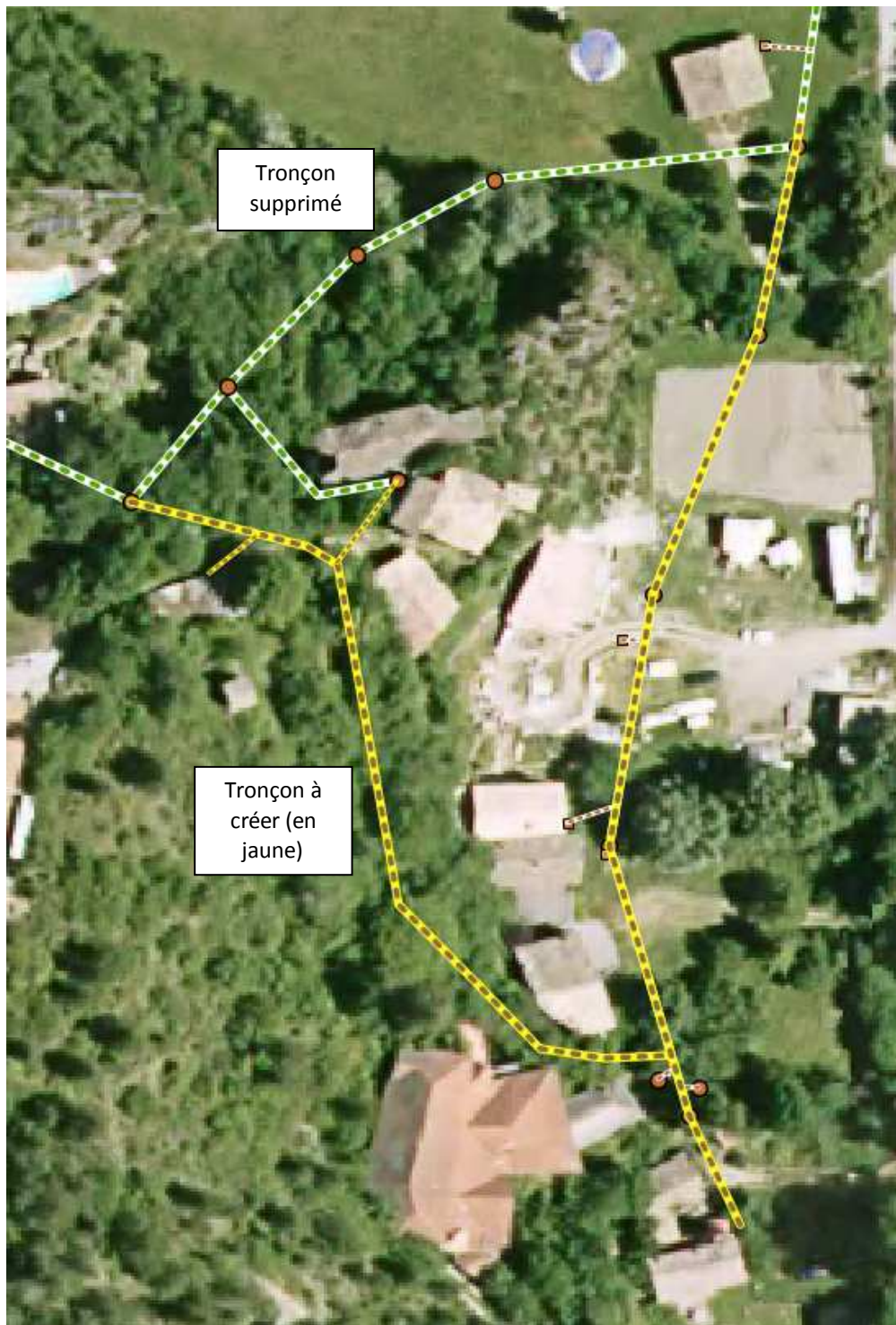
- Etanchéification des tabourets (suppression des points 17, 16, 15, 18, 13, 14, 11 et 10 issus des tests à la fumée) → 122 m² de surface active identifiée en moins
- Obturation d'une ancienne gouttière (suppression du point 18\_bis issu des tests à la fumée)
- Déconnexion d'une gouttière du réseau EU et raccordement sur le réseau EP (suppression du point 12 issu des tests à la fumée) → 50 m² de surface active identifiée en moins



### 5.6/ Partie 2B : Tronçon de Châteauneuf (partie pentue)

Descriptif des travaux : remplacement du réseau EU (mauvais état mis en évidence lors de l'inspection caméra). A cet endroit, le réseau est très pentu et il traverse des parcelles privées. Pour ces deux raisons, la commune a décidé de changer le tracé du réseau et de rejoindre l'antenne du Chélas par un chemin communal moins pentu.

- Remplacement du réseau EU dans chemin en terre : 130 ml de PVC Ø200, 2 branchements



LOCALISATION DU TRONCON A CREER

Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée

| Partie 2B : Tronçon de Châteauneuf (partie pentue)                                  |         |     |          |                  |
|---|---------|-----|----------|------------------|
|   | Unité   | Qté | PU HT    | Montant HT       |
| <b>TRAVAUX</b>  |         |     |          |                  |
| Installation de chantier, sondages de reconnaissance<br>essais de compactage        | Forfait | 1   | 3 500.00 | 3 500.00         |
| <b>RESEAU EAUX USEES</b>  |         |     |          |                  |
| Réseau EU en pleine terre   | ml      | 130 | 200.00   | 26 000.00        |
| Branchement (raccordement sur réseau, réseau<br>jusqu'à 10 m de longueur, tabouret) | u       | 2   | 600.00   | 1 200.00         |
| Plus-value extension branchement  | ml      | 5   | 100.00   | 500.00           |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 2   | 250.00   | 500.00           |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          | 3 200.00         |
| <b>ETUDES</b>   |         |     |          |                  |
| Honoraires assistance à maîtrise d'ouvrage  | Forfait | 1   | 600.00   | 5 000.00         |
| Honoraires maîtrise d'œuvre   | Forfait | 1   | 6 000.00 | 5 000.00         |
| Levé topographique et plan de recolement  | Forfait | 1   | 3 000.00 | 5 000.00         |
| Contôleur sécurité  | Forfait | 1   | 2 500.00 | 2 500.00         |
| Inspection caméra, tests d'étanchéité   | Forfait | 1   | 3 000.00 | 3 000.00         |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          | 2 000.00         |
|   |         |     |          |                  |
| <b>Montant total HT</b>   |         |     |          | <b>57 400.00</b> |
| <b>TVA 20%</b>  |         |     |          | <b>11 480.00</b> |
| <b>Montant total TTC</b>  |         |     |          | <b>68 880.00</b> |

### 5.7/ Partie 2C : Tronçon du Chélas

Descriptif des travaux : remplacement du réseau EU (mauvais état mis en évidence lors de l'inspection caméra)

- Remplacement du réseau EU : 165 ml de PVC Ø200, 6 branchements (suppression des points 8, 7, 4, 3, 2 et 1 issus des tests à la fumée) → 56 m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins
- Déconnexion de gouttières (suppression des points 6 et 5 issus des tests à la fumée) → 70m<sup>2</sup> de surface active identifiée en moins



LOCALISATION DU TRONCON A REMPLACER

Source : SIG Réseaux – Fond BD ORTHO IGN mis à disposition conventionnée



| Partie 2C : Tronçon du Chélas   |         |     |          |            |
|---|---------|-----|----------|------------|
|   | Unité   | Qté | PU HT    | Montant HT |
| <b>TRAVAUX</b>  |         |     |          |            |
| Installation de chantier, sondages de reconnaissance<br>essais de compactage        | Forfait | 1   | 3 000.00 | 3 000.00   |
| RESEAU EAUX USEES   |         |     |          |            |
| Réseau EU en pleine terre   | ml      | 165 | 170.00   | 28 050.00  |
| Branchement (raccordement sur réseau, réseau<br>jusqu'à 10 m de longueur, tabouret) | u       | 6   | 600.00   | 3 600.00   |
| Raccordement sur réseau existant  | u       | 2   | 250.00   | 500.00     |
| RESEAU EAUX PLUVIALES   |         |     |          |            |
| Branchement (Déconnexion de 2 gouttières)   | u       | 2   | 600.00   | 1 200.00   |
| Plus-value extension branchement  | ml      | 35  | 80.00    | 2 800.00   |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          | 4 000.00   |
| <b>ETUDES</b>   |         |     |          |            |
| Honoraires assistance à maîtrise d'ouvrage  | Forfait | 1   | 7 000.00 | 7 000.00   |
| Honoraires maîtrise d'œuvre   | Forfait | 1   | 7 000.00 | 7 000.00   |
| Levé topographique et plan de recolement  | Forfait | 1   | 2 500.00 | 2 500.00   |
| Contôleur sécurité  | Forfait | 1   | 3 000.00 | 3 000.00   |
| Inspection caméra, tests d'étanchéité   | Forfait | 1   | 3 500.00 | 3 500.00   |
| Servitudes de passage (13 parcelles privées traversées)                             | u       | 13  | 500.00   | 6 500.00   |
| Imprévus, frais divers (10%)  |         |     |          | 3 000.00   |
| Montant total HT  |         |     |          | 75 650.00  |
| TVA 20%   |         |     |          | 15 130.00  |
| Montant total TTC   |         |     |          | 90 780.00  |

## 5.8/ Tableau de synthèse des scénarios

Le tableau suivant indique le montant HT des différents scénarios et les surfaces actives correspondantes.

|                  |  | Montant HT       | Surfaces actives m² | % suppression |
|------------------|--|------------------|---------------------|---------------|
| <b>Partie 1A</b> | <b>Haut du village au monument aux morts</b>         | 166 250 €        |                     |               |
|                  | Création réseau EU séparatif 235 ml, 15 branchements |                  | 130                 | 15.2          |
|                  | Création réseau EP 265 ml, 15 branchement            |                  |                     |               |
| <b>Partie 1B</b> | <b>Monument aux morts au bas du village</b>          | 73 880 €         |                     |               |
|                  | Création d'une antenne EU (1)                        |                  | 30                  | 3.5           |
|                  | Création d'une antenne EU (2)                        |                  | 140                 | 16.4          |
|                  | Etanchéification des tabourets                       |                  | 15                  | 1.8           |
|                  | Etanchéification des tampons                         |                  | 20                  | 2.3           |
|                  | Déconnexion des gouttières                           |                  | 200                 | 23.4          |
|                  | Réparation de la conduite AEP                        |                  | 20                  | 2.3           |
| <b>Partie 1C</b> | <b>Tronçon final à remplacer</b>                     | 44 500 €         |                     |               |
|                  | Remplacement du réseau EU sur 75 ml                  |                  |                     |               |
| <b>Partie 2A</b> | <b>Tronçon de Châteauneuf (sur le plateau)</b>       | 5 350 €          |                     |               |
|                  | Etanchéification des tabourets                       |                  | 122                 | 14.3          |
|                  | Obturation d'une ancienne gouttière                  |                  |                     |               |
|                  | Déconnexion d'une gouttière                          |                  | 50                  | 5.9           |
| <b>Partie 2B</b> | <b>Tronçon de Châteauneuf (partie pentue)</b>        | 57 400 €         |                     |               |
|                  | Remplacement du réseau EU sur 70 ml                  |                  |                     |               |
|                  | Réparation du réseau à 2 endroits                    |                  |                     |               |
| <b>Partie 2C</b> | <b>Tronçon du Chélas</b>                             | 75 650 €         |                     |               |
|                  | Remplacement du réseau EU sur 165 ml                 |                  | 56                  | 6.6           |
|                  | Déconnexion de 2 gouttières                          |                  | 70                  | 8.2           |
| <b>TOTAL</b>     |  | <b>423 030 €</b> | <b>853</b>          | <b>100.0</b>  |

## 5.9/ Définition d'un ordre de priorité des travaux

Un ordre de priorité des travaux a été établi selon plusieurs critères.

### – PRIORITE 1 : Remplacement des tronçons EU en mauvais état

L'inspection caméra a mis en évidence le mauvais état de certains tronçons qui n'assurent plus aujourd'hui la collecte des eaux usées dans des conditions satisfaisantes. Il s'agit des parties 2C, 2B et 1C.

### – PRIORITE 2 : Remplacement du tronçon EU sous-dimensionné

La partie 1A est sous-dimensionnée pour la collecte des EU et des EP (béton 150). Les tests à la fumée ont mis en évidence une dégradation du réseau (pas de communication entre 2 regards). Le bouchon a été enlevé lors de l'hydrocurage.

### – PRIORITE 3 : Travaux de mise en séparatif qui ont un impact significatif sur la réduction des surfaces actives

Il s'agit des travaux qui auront pour conséquence une réduction significative des surfaces actives identifiées lors des tests à la fumée afin de soulager la station d'épuration.

Partie 1B : Création d'une antenne EU (1) séparative, déconnexion des gouttières

Partie 2A : Etanchéification des tabourets, déconnexion d'une gouttière

90% des surfaces actives identifiées dans les tests à la fumée seront déconnectées au terme des travaux de priorité 1, 2 et 3.

#### — PRIORITE 4 : Autres travaux

Il s'agit des travaux restants de mise en séparatif qui n'ont pas un impact significatif sur la réduction des surfaces actives.

Le tableau suivant indique le montant par tranche de priorité et la réduction des surfaces actives.

|  |  | Montant HT                       | Surfaces actives m² | % suppression |
|--|--|----------------------------------|---------------------|---------------|
| TOTAL  |  | 423 030.00 €                     | 853 m²              |               |
| PRIORITE 1 : REMPLACEMENT DES TRONCONS EN MAUVAIS ETAT                 |  |                                  |                     |               |
| Partie 2C  | Tronçon du Chélas                                    | 75 650 €                         |                     |               |
|  | Remplacement du réseau EU sur 165 ml                 |                                  | 56                  | 6.6           |
|  | Déconnexion de 2 gouttières                          |                                  | 70                  | 8.2           |
| Partie 1C  | Tronçon final à remplacer                            | 44 500 €                         |                     |               |
|  | Remplacement du réseau EU sur 75 ml                  |                                  |                     |               |
| Partie 2B  | Tronçon de Châteauneuf (partie pentue)               | 57 400 €                         |                     |               |
|  | Remplacement du réseau EU sur 70 ml                  |                                  |                     |               |
|  | Réparation du réseau à 2 endroits                    |                                  |                     |               |
| TOTAL Priorité 1   |  | 177 550 €                        | 126                 | 14.8          |
|  |  | 42% du montant total des travaux |                     |               |
| PRIORITE 2 : REMPLACEMENT DU TRONCON SOUS-DIMENSIONNÉ                  |  |                                  |                     |               |
| Partie 1A  | Haut du village au monument aux morts                | 166 250 €                        |                     |               |
|  | Création réseau EU séparatif 235 ml, 15 branchements |                                  | 130                 | 15.2          |
|  | Création réseau EP 265 ml, 15 branchement            |                                  |                     |               |
| TOTAL Priorité 2   |  | 166 250 €                        | 130                 | 15.2          |
|  |  | 39% du montant total des travaux |                     |               |
| PRIORITE 3 : TRAVAUX DE MISE EN SEPARATIF AYANT UN IMPACT SIGNIFICATIF |  |                                  |                     |               |
| Partie 1B  | Monument aux morts au bas du village                 | 27 000 €                         |                     |               |
|  | Création d'une antenne EU (2)                        |                                  | 140                 | 16.4          |
|  | Déconnexion des gouttières                           |                                  | 200                 | 23.4          |
| Partie 2A  | Tronçon de Châteauneuf (sur le plateau)              | 5 350 €                          |                     |               |
|  | Etanchéification des tabourets                       |                                  | 122                 | 14.3          |
|  | Obturation d'une ancienne gouttière                  |                                  |                     |               |
|  | Déconnexion d'une gouttière                          |                                  | 50                  | 5.9           |
| TOTAL Priorité 3   |  | 32 350 €                         | 512                 | 60.0          |
|  |  | 8% du montant total des travaux  |                     |               |
| PRIORITE 4 : AUTRES TRAVAUX  |  |                                  |                     |               |
| Partie 1B  | Monument aux morts au bas du village                 | 46 880 €                         |                     |               |
|  | Création d'une antenne EU (1)                        |                                  | 30                  | 3.5           |
|  | Etanchéification des tabourets                       |                                  | 15                  | 1.8           |
|  | Etanchéification des tampons                         |                                  | 20                  | 2.3           |
|  | Réparation de la conduite AEP                        |                                  | 20                  | 2.3           |
| TOTAL Priorité 4   |  | 46 880 €                         | 85                  | 10.0          |
|  |  | 11% du montant total des travaux |                     |               |



## 6/ IMPACT SUR LA TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT

### → Etude de la tarification actuelle

La tarification actuelle a d'abord été étudiée. Les données prises en compte ont été transmises par la commune et sont indiquées ci-après.

| <b>Recettes COMMUNE</b>  |          |
|--|----------|
| Nombre d'abonnés   | 64.00    |
| Consommation d'assainissement m3 2018                          | 2 980.00 |
| Tarif part fixe €  | 28.96    |
| Tarif €/m3   | 0.40     |
| Part Agence de l'eau (modernisation des réseaux) montant total | 447.00   |

| <b>Dépenses ENTRETIEN/GESTION COURANTE</b>            |                 |
|---|-----------------|
| Entretien station d'épuration                         | 3 159.10        |
| Analyses  | 280.00          |
| Frais de personnel (secrétaire mairie et adjoints)    | 855.00          |
| Nettoyage pouzzolane et filtres                       | 1 500.00        |
| Pompe (électricité, entretien et renouvellement)      | 1 191.60        |
| Provision travaux                                     | 800.00          |
| <b>TOTAL frais d'entretien et de gestion courante</b> | <b>7 785.70</b> |

| <b>Montant HT des travaux réalisés avec FCTVA</b> |                   |
|---|-------------------|
| Montant HT des travaux                            | 331 166.94        |
| TVA 20%   | 66 233.39         |
| Montant TTC des travaux                           | 397 400.33        |
| FCTVA 16,404% - TVA remboursée à la commune       | 56 002.84         |
| <b>Montant des travaux HT avec FCTVA</b>          | <b>341 397.48</b> |

| <b>Part communale travaux réalisés</b>     |                  |
|--|------------------|
| Taux de subvention %                       | 80               |
| Montant des subventions obtenues           | 264 933.55       |
| <b>Part restant à charge de la commune</b> | <b>76 463.93</b> |

| <b>Amortissements</b>             |                  |
|-----------------------------------|------------------|
| Intitulé de l'amortissement       | ASST             |
| Nombre d'année de l'amortissement | 30               |
| Valeur brute                      | 331 166.94       |
| <b>Amortissement généré</b>       | <b>11 038.90</b> |

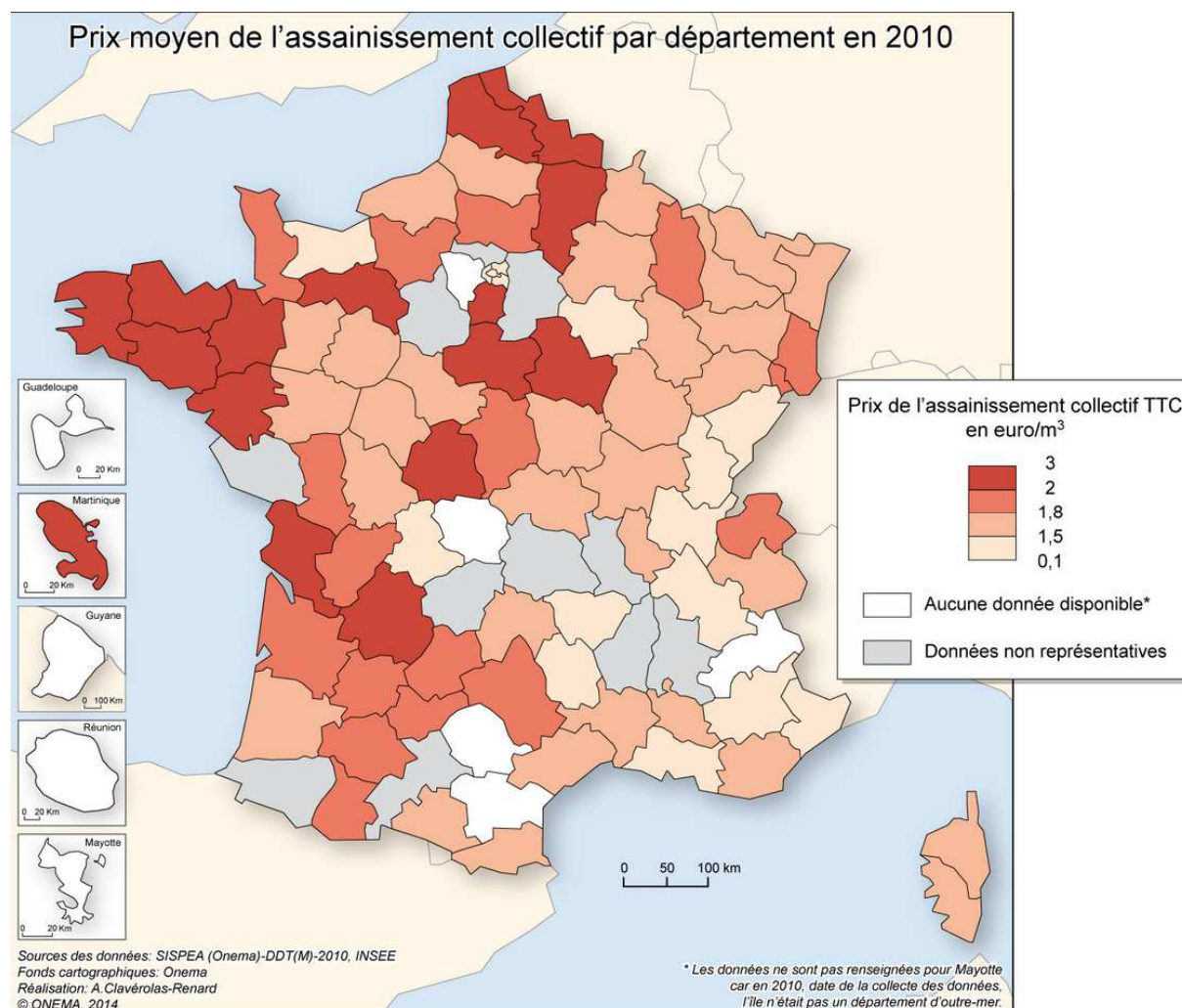
| <b>Effort annuel à financer en fonctionnement</b> |                  |
|---|------------------|
| Amortissement généré total                        | 11 038.90        |
| Amortissement subventions                         | 8 831.12         |
| Charge résiduelle d'amortissement                 | 2 207.78         |
| Charge commune annuité emprunt                    | 0.00             |
| Frais entretien, gestion courante                 | 7 785.70         |
| Taxe Agence de l'Eau modernisation des réseaux    | 447.00           |
| <b>Effort annuel à financer en fonctionnement</b> | <b>10 440.48</b> |

La tarification actuelle n'est pas suffisante pour couvrir l'effort annuel à financer en fonctionnement. Il est à noter que la commune a indiqué une incertitude sur les amortissements. Pour couvrir l'effort annuel à financer, la tarification devrait être la suivante (en respectant le fait que la part fixe ne peut pas excéder 40% de la facture pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>) :

|                                    |       |
|------------------------------------|-------|
| Montant forfait                    | 102.7 |
| Prix au m <sup>3</sup>             | 1.3   |
| Montant facture 120 m <sup>3</sup> | 258.7 |
| % forfait                          | 40%   |
| Prix m <sup>3</sup> global         | 2.16  |

**L'abonnement doit être de 102,70 € et le prix au m<sup>3</sup> de 1,30 €** (soit une facture de 258,70 € pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>) pour couvrir les charges d'entretien et de gestion courante, les amortissements et la taxe de modernisation des réseaux de l'Agence de l'Eau.

La carte suivante indique le prix moyen de l'assainissement par département en 2010. Un prix global de plus de 2 €/m<sup>3</sup> est dans la moyenne haute.



Source : Observatoire national des services d'eau et d'assainissement

→ Impact sur le prix de l'assainissement (cumulatif avec les charges actuelles) –  
Réalisation des travaux de priorité 1

| Montant HT TRAVAUX avec FCTVA               | Priorité 1 EU     | Priorité 1 EP   |
|---|-------------------|-----------------|
| Montant HT des travaux                      | 173 550.00        | 4000            |
| TVA 20%                                     | 34 710.00         | 800.00          |
| Montant TTC des travaux                     | 208 260.00        | 4 800.00        |
| FCTVA 16,404% - TVA remboursée à la commune | 29 348.62         | 676.43          |
| <b>Montant des travaux HT avec FCTVA</b>    | <b>178 911.38</b> | <b>4 123.57</b> |

| Part communale                             | Priorité 1 EU    | Priorité 1 EP   |
|--|------------------|-----------------|
| Taux de subvention %                       | 80               | 0               |
| Montant des subventions prévisionnelles    | 138 840.00       | 0.00            |
| <b>Part restant à charge de la commune</b> | <b>40 071.38</b> | <b>4 123.57</b> |

| Dépenses EMPRUNTS                     |                 |
|---------------------------------------|-----------------|
| Capital emprunté                      | 44 194.95       |
| Durée de l'emprunt en mois            | 480.00          |
| Durée de l'emprunt en années          | 40.00           |
| Taux %                                | 2.90            |
| Échéance annuelle                     | 1 137.00        |
| <b>Charge commune annuité emprunt</b> | <b>1 137.00</b> |

| Amortissements                    |                  |                 |               |
|-----------------------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Intitulé de l'amortissement       | Réalisés         | Priorité 1 EU   | Priorité 1 EP |
| Nombre d'année de l'amortissement | 30               | 40              | 40            |
| Valeur brute                      | 331 166.94       | 173 550.00      | 4 000.00      |
| <b>Amortissement généré</b>       | <b>11 038.90</b> | <b>4 338.75</b> | <b>100.00</b> |

| Effort annuel à financer en fonctionnement        |                  |
|---|------------------|
| Amortissement généré total                        | 15 477.65        |
| Amortissement subventions                         | 12 302.12        |
| Charge résiduelle d'amortissement                 | 3 175.53         |
| Charge commune annuité emprunt                    | 1 137.00         |
| Frais entretien, gestion courante                 | 7 785.70         |
| Taxe Agence de l'Eau modernisation des réseaux    | 447.00           |
| <b>Effort annuel à financer en fonctionnement</b> | <b>12 545.23</b> |

Pour couvrir l'effort annuel à financer, la tarification devrait être la suivante (en respectant le fait que la part fixe ne peut pas excéder 40% de la facture pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>) :

|                                    |              |
|------------------------------------|--------------|
| Montant forfait                    | <b>124</b>   |
| Prix au m <sup>3</sup>             | <b>1.56</b>  |
| Montant facture 120 m <sup>3</sup> | <b>311.2</b> |
| % forfait                          | <b>40%</b>   |
| Prix m <sup>3</sup> global         | <b>2.59</b>  |

**L'abonnement doit être de 124 € et le prix au m<sup>3</sup> de 1,56 €** (soit une facture de 311,20 € pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>) pour couvrir les charges d'entretien et de gestion courante, les amortissements et la taxe de modernisation des réseaux de l'Agence de l'Eau.



L'impact sur le prix de l'assainissement n'a pas été calculé pour les travaux de priorité 2, 3 et 4 au vu de la forte augmentation que représentent déjà les charges actuelles et les travaux de priorité 1.

## **7/ CHOIX DE LA COMMUNE**

La commune n'a pas défini de programme de travaux car elle doit aussi effectuer des travaux sur son réseau d'eau potable et définir d'une manière globale l'impact sur le prix de l'eau (assainissement et eau potable).

La commune de BEAUMONT EN DIOIS a conscience qu'il faudra effectuer des travaux de raccordement pour desservir les zones constructibles de la carte communale, que ses réseaux présentent des secteurs à réparer (révélés par les inspections caméra) et qu'il faudra sans doute à terme envisager la mise en séparatif sur l'ensemble des secteurs unitaires afin de soulager la station d'épuration en période pluvieuse.

La commune réalisera ces travaux petit à petit, en fonction de sa capacité financière.

## **8/ COMPATIBILITE DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT AVEC LA CARTE COMMUNALE ET INCIDENCES**

### **8.1/ Vérification du dimensionnement de la station d'épuration**

Les prévisions de développement de la carte communale correspondent à :

- 2 nouveaux logements sur les secteurs de Châteauneuf et du Chélas,
- 5 nouveaux logements au hameau de Saint Martin.

En comptant 2,5 personnes en moyenne par logement, nous obtenons 17,5 personnes. Le ratio de consommation d'eau de Beaumont en Diois est de l'ordre de 100 l/j/pers soit 1750 l/j ce qui correspond à **12 EH** (ratio de 150 l/j/pers pour 1 Equivalent-Habitant).

Le bilan 24 h réalisé par le SATESE en février 2017 (période basse) indique une charge de 12 EH en entrée de station. Il n'y a pas de bilan réalisé en période de pointe pour connaître la charge estivale en entrée de station. Nous avons donc effectué un recensement des habitations raccordées au réseau EU :

- 32 résidences principales qui regroupent 69 personnes,
- 30 résidences secondaires qui regroupent 101 personnes,
- le camping municipal qui peut recevoir une soixantaire de personnes,
- des gîtes qui peuvent recevoir 14 personnes,

soit 244 personnes au total en période de pointe.

Le ratio de consommation d'eau de Beaumont en Diois est de l'ordre de 100 l/j/pers soit 24400 l/j ce qui correspond à **163 EH** (ratio de 150 l/j/pers pour 1 Equivalent-Habitant).

La capacité raccordée à terme à la station d'épuration sera de  $12 + 163 = \mathbf{175\ EH}$ . La station d'épuration est dimensionnée pour 270 EH.

Le dimensionnement de la station d'épuration est compatible avec les prévisions de développement prévues dans la carte communale.

### **8.2/ Cohérence du zonage de l'assainissement avec le zonage constructible**

Le zonage d'assainissement reprend les contours des zones urbaines de la carte communale. Les habitations raccordées au réseau communal hors zones constructibles ont été ajoutées dans le zonage de l'assainissement collectif.

### **8.3/ Zones constructibles en ANC**

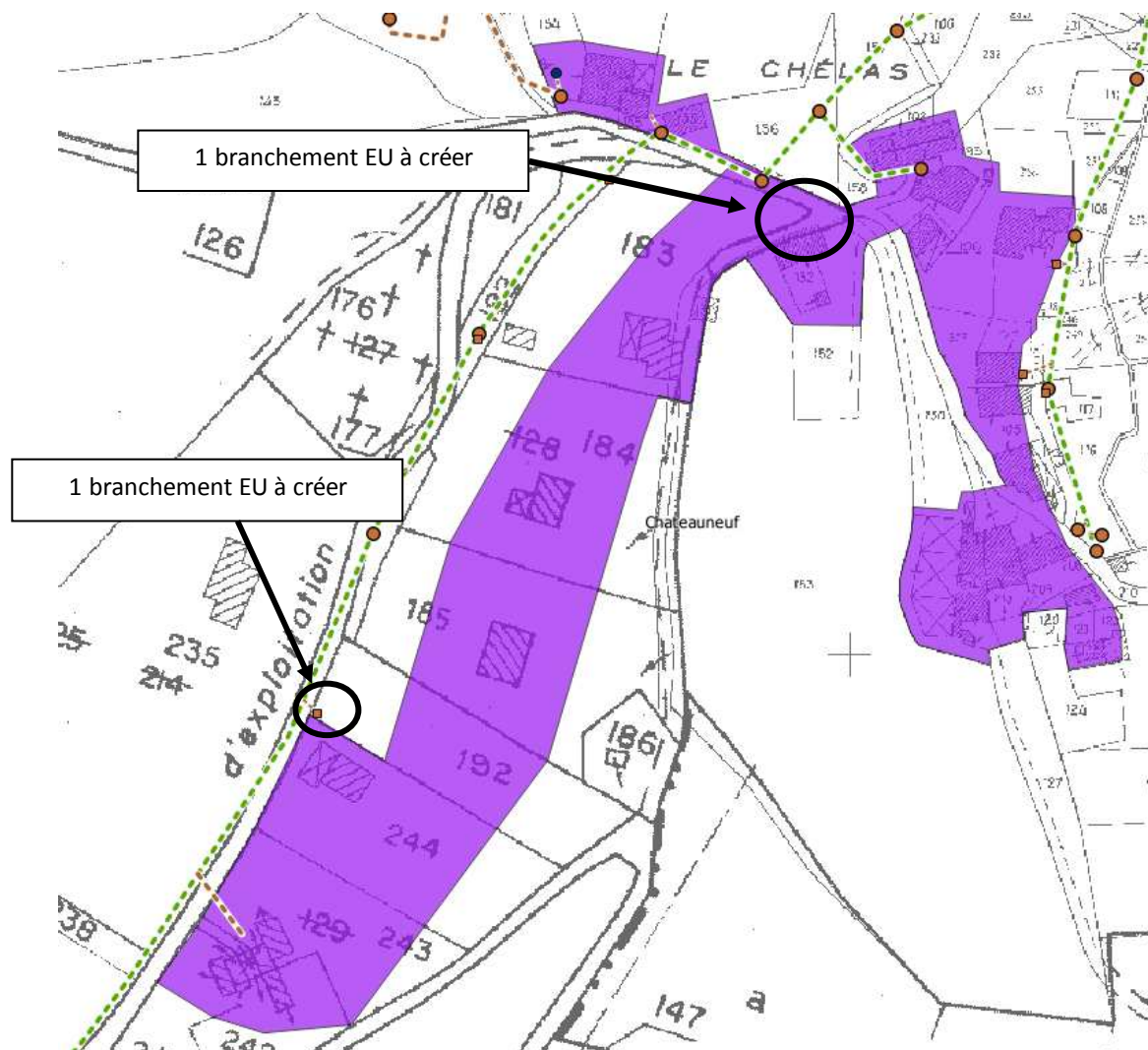
Il n'y a pas de zones constructibles en zone d'assainissement non collectif.

### **8.4/ Incidences de la carte communale sur le réseau d'eaux usées : travaux de raccordement des parcelles constructibles**

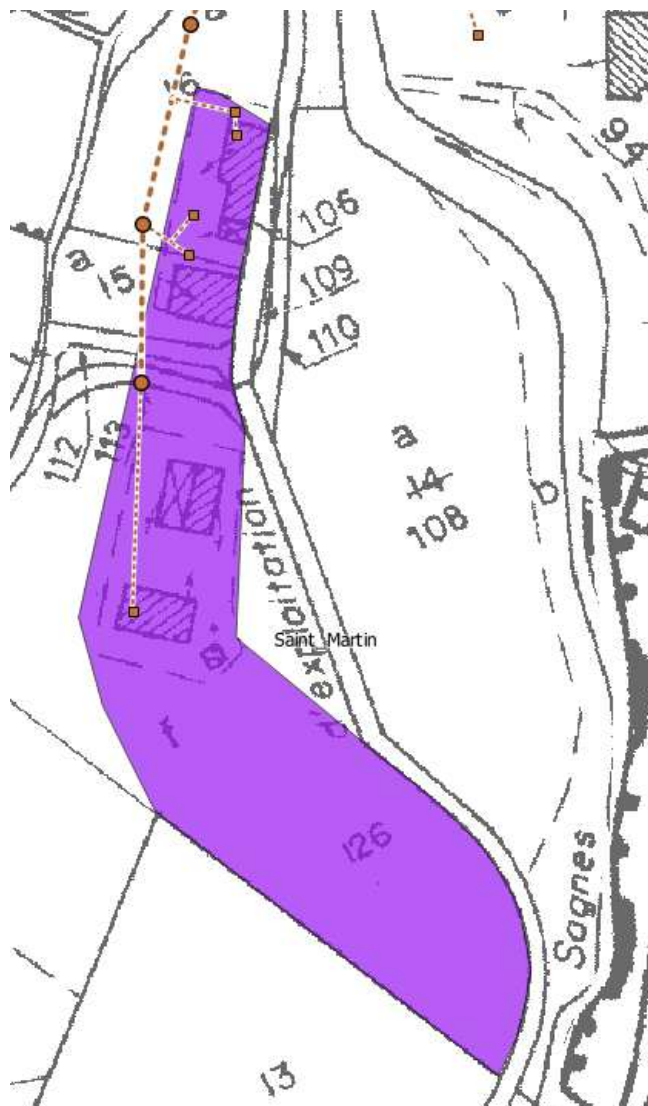
La carte communale définit des zones constructibles. Les parcelles incluses dans ces zones peuvent être déjà raccordées au réseau d'assainissement ou pas. Un recensement a été effectué avec la commune pour définir les parcelles constructibles non raccordées au réseau d'assainissement afin de chiffrer le montant des travaux à effectuer pour les raccorder.



Le réseau d'eaux usées dessert le quartier Chelas / Châteauneuf. Il passe dans la voie communale. Le raccordement de la parcelle 192 requiert la mise en place d'un tabouret avec raccordement sur la canalisation principale dont le coût est estimé à 1000,00 € HT. Le raccordement de la parcelle 132 requiert la mise en place d'un tabouret et d'un branchement d'une quinzaine de mètres dont le coût est estimé à 2200,00 € HT.



CARTE DU RESEAU D'EAUX USEES ET DE LA ZONE CONSTRUCTIBLE CHELAS / CHATEAUNEUF



CARTE DU RESEAU D'EAUX USEES ET DE LA ZONE CONSTRUCTIBLE SAINT MARTIN

Le tableau suivant synthétise les coûts HT à charge de la commune.

|                                 | Réseau d'eaux usées |
|---------------------------------|---------------------|
| HAMEAU DU CHELAS ET CHATEAUNEUF | 3200,00 €           |
| HAMEAU DE SAINT MARTIN          | 6000,00 €           |
| <b>TOTAL</b>                    | 9200,00 €           |

Les coûts à charge de la commune sont estimés à 9 200,00 € en matière de raccordement des zones constructibles au réseau d'eaux usées.

Ce coût n'a pas été pris en compte dans l'impact sur le prix de l'assainissement car la commune est en capacité d'autofinancer ces travaux.

## **9/ CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

### **9.1/ Objet de la carte de zonage de l'assainissement**

Le zonage de l'assainissement définit les zones qui sont en assainissement collectif et les zones qui sont en assainissement non collectif.

La commune est en cours d'élaboration d'une carte communale. Le zonage de l'assainissement doit être compatible avec le zonage constructible.

La carte de zonage de l'assainissement comporte :

- une zone en bleu qui correspond à la zone en assainissement collectif,
- une zone « blanche » qui correspond à la zone en assainissement non collectif du reste du territoire communal.

**La carte de zonage de l'assainissement n'est pas un document d'urbanisme : elle ne détermine pas les zones constructibles. Elle répond au paramètre « Assainissement » en cas de demande d'un certificat d'urbanisme ou d'un dépôt de permis de construire : soit raccordement à l'ouvrage de traitement collectif, soit assainissement non collectif.**

### **9.2/ Zones en assainissement collectif**

Dans les zones en assainissement collectif, le propriétaire a obligation de se raccorder au réseau d'eaux usées communal. La commune perçoit une redevance assainissement qu'elle facture au propriétaire.

### **9.3/ Zone en assainissement non collectif**

Dans les zones en assainissement non collectif, les coûts d'investissement et d'entretien de l'installation individuelle sont à la charge du propriétaire privé. La commune ne perçoit pas de redevance assainissement.

### **9.4/ Zonage pluvial**

La carte de zonage n'indique pas de zone liée aux eaux pluviales. La commune n'a pas signalé de difficulté liée à l'écoulement des eaux pluviales.

*Voir cartes pages suivantes (Format A3) :*

*Zonage de l'assainissement – Carte 1*

*Zonage de l'assainissement – Carte 2*

*Voir carte en annexe (Format A1):*

*Carte de zonage de l'assainissement*



COMMUNE DE BEAUMONT EN DIOIS  
ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT  
CARTE 1  
1 / 1400

Source images de fond :  
BD Parcellaire et BD ORTHO - IGN  
Mise à disposition conventionnée

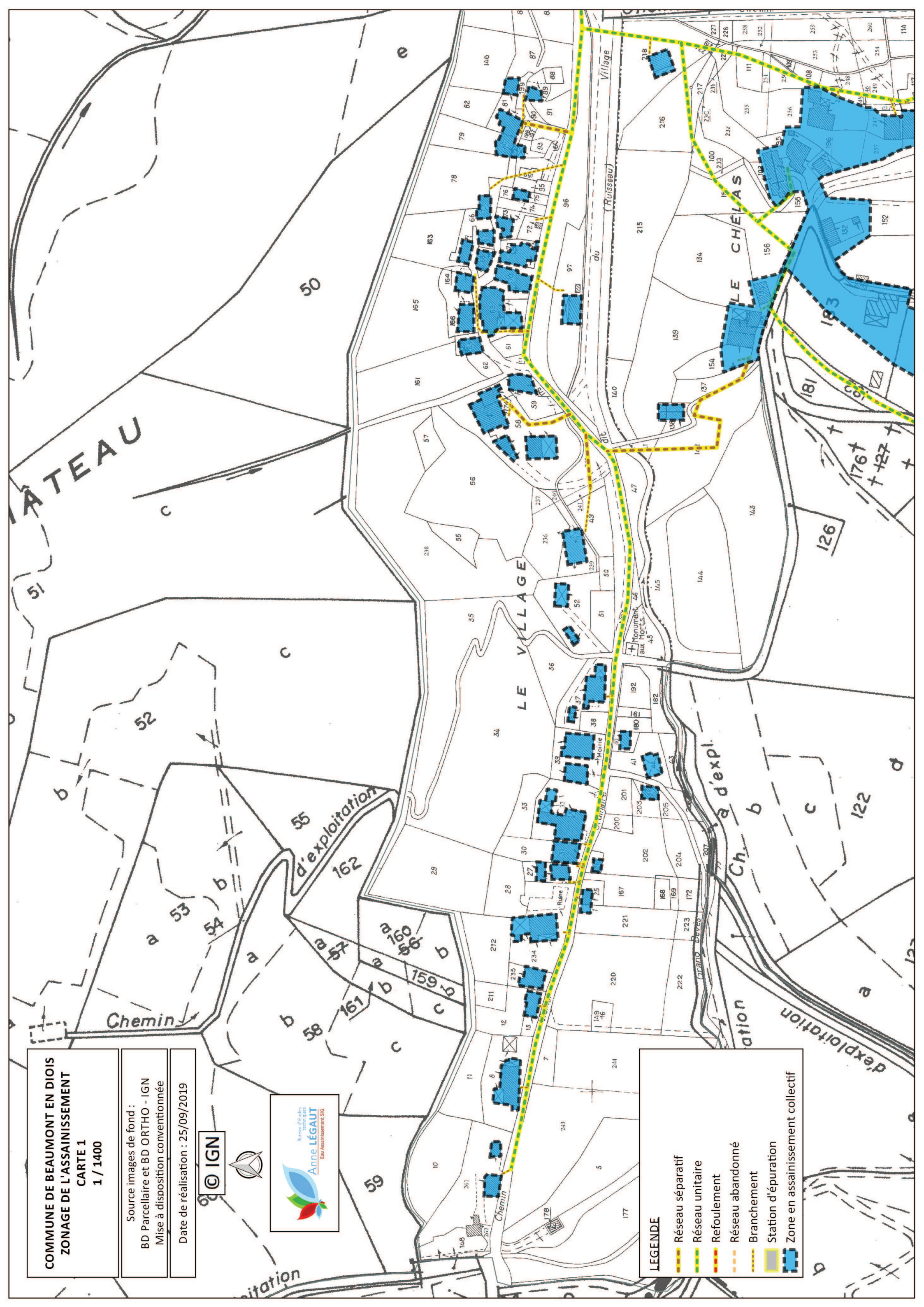
Date de réalisation : 25/09/2019

© IGN

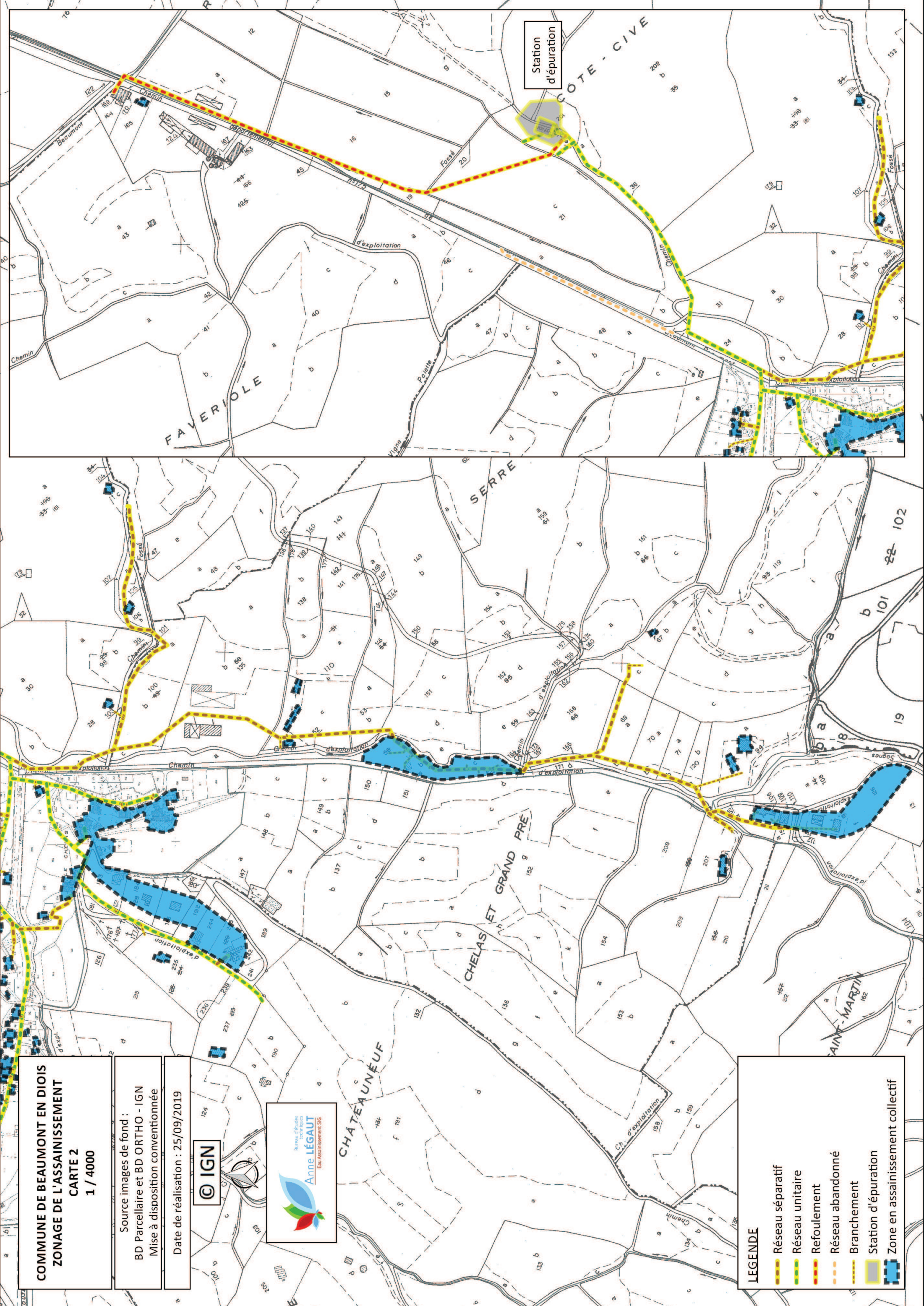


LEGENDE

- Réseau séparatif
- Réseau unitaire
- Refoulement
- Réseau abandonné
- Branchement
- Station d'épuration
- Zone en assainissement collectif



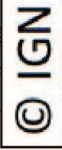




COMMUNE DE BEAUMONT EN DIOIS  
ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT  
CARTE 2  
1 / 4000

Source images de fond :  
BD Parcellaire et BD ORTHO - IGN  
Mise à disposition conventionnée

Date de réalisation : 25/09/2019



LEGENDE

Réseau séparatif

Réseau unitaire

Refoulement

Réseau abandonné

Branchement

Station d'épuration

Zone en assainissement collectif



## 10/ SDAGE RMC, SAGE Drôme et NATURA 2000

### 10.1/ Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE RMC)

Projet pour l'eau et les milieux aquatiques pour les 15 années à venir, il constitue à la fois un outil de gestion prospective et de cohérence au niveau des grands bassins hydrographiques en orientant les SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) et les contrats de rivière, en rendant compatibles les interventions publiques sur des enjeux majeurs, en définissant de nouvelles solidarités dans le cadre d'une gestion globale de l'eau et de développement durable.

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2021 a été approuvé. Il est opposable à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics. Il comporte 8 orientations fondamentales qui sont reprises ci-après en indiquant si le projet y satisfait (la mention « Néant » indique que le projet n'est pas concerné par l'orientation en question).

#### → OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique

L'adaptation au changement climatique passe d'abord par des actions de réduction de la vulnérabilité et par le développement des capacités à faire face. Le programme de mesures indique plusieurs actions qui vont dans ce sens.

*Compatibilité : Le projet est concerné par l'action suivante :*

- *Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion ou du traitement des eaux pluviales strictement – La commune de Beaumont en Diois est une commune rurale. Le schéma d'assainissement n'a pas défini de zones problématiques liées aux eaux pluviales.*

#### → OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

*Compatibilité : Le projet n'est pas concerné par cette orientation. Néant.*

#### → OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

*Compatibilité : Le projet ne concerne pas un milieu aquatique et il ne sera pas l'origine d'une dégradation du milieu aquatique. Le système d'assainissement existe aujourd'hui et des travaux sont prévus pour améliorer son efficacité (remplacement des tronçons en mauvais état, ...)*

#### → OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement

*Compatibilité : L'incidence sur le prix de l'assainissement a été étudiée.*

#### → OF 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

*Compatibilité : Néant*

#### → OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé

OF 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

*Compatibilité : La commune est dotée d'une station d'épuration dont la capacité est compatible avec le développement prévu dans la carte communale. Le projet n'est pas à l'origine d'une pollution agricole.*

OF 5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

*Compatibilité : Le projet n'est pas un projet agricole. Il ne sera pas à l'origine d'une eutrophisation de la Drôme et de la Nière Gourzine.*

OF 5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

*Compatibilité : Le projet n'est pas concerné par des substances dangereuses. Néant*

OF 5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles

*Compatibilité : Le projet n'est pas concerné par l'utilisation de pesticides. Néant.*

OF 5E : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine

Les actions à mener concernent principalement les zones d'alimentation des captages d'eau potable. Le secteur d'étude ne comporte pas de captage prioritaire à enjeu « nitrates ».

*Compatibilité : Le projet n'a pas d'impact sur les zones d'alimentation des captages d'eau potable.*

→ **OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides**

OF 6A : Agir sur la morphologie et le découloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques

OF 6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides

OF 6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau

Les actions à mener concernent principalement le débit et le régime hydraulique des cours d'eau, la continuité écologique et l'équilibre sédimentaire.

*Compatibilité : Les travaux n'ont pas d'incidence sur le débit et le régime hydrologique de la Drôme et de la Nière Gourzine, la continuité écologique et l'équilibre sédimentaire.*

→ **OF 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir**

*Compatibilité : Le projet n'est pas à l'origine d'un prélèvement. Néant.*

→ **OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**

*Compatibilité : Le projet n'a pas d'incidence sur l'écoulement des crues.*

La zone de travaux fait partie du sous-bassin ID\_10\_01 Drôme. Les tableaux suivants indiquent les mesures à mettre en œuvre dans ce territoire (Eaux superficielles et eaux souterraines).



| Drôme - ID_10_01   |   |
|--|---|
| Mesures pour atteindre les objectifs de bon état   |   |
| <b>Pression à traiter : Altération de la continuité</b>  |   |
| MIA0301  | Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)   |
| MIA0302  | Supprimer un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)  |
| <b>Pression à traiter : Altération de la morphologie</b>   |   |
| MIA0202  | Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau   |
| MIA0203  | Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes                                       |
| MIA0204  | Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau  |
| <b>Pression à traiter : Altération de l'hydrologie</b>   |   |
| RES0601  | Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation  |
| <b>Pression à traiter : Pollution diffuse par les nutriments</b>   |   |
| AGR0401  | Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)  |
| <b>Pression à traiter : Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances</b>                 |   |
| ASS0302  | Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)   |
| ASS0402  | Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)   |
| IND0901  | Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur |
| <b>Pression à traiter : Prélèvements</b>   |   |
| RES0202  | Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités   |
| RES0301  | Mettre en place un Organisme Unique de Gestion Collective en ZRE  |
| RES0303  | Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau   |
| RES0701  | Mettre en place une ressource de substitution   |
| RES0801  | Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau   |
| Mesures spécifiques du registre des zones protégées  |   |
| <b>Directive concernée : Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</b> |   |
| AGR0201  | Limitier les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates   |
| AGR0301  | Limitier les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates                                 |
| AGR0803  | Réduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates   |
| <b>Directive concernée : Qualité des eaux de baignade</b>  |   |
| ASS0201  | Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement   |

## EXTRAIT DU PROGRAMME DE MESURES DU SDAGE RMC 2016-2021 – EAUX SUPERFICIELLES

Le projet n'est pas concerné par :

- une altération de la continuité,
- une altération de la morphologie,
- une altération de l'hydrologie,
- une pollution diffuse par les nutriments,
- une pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances (station d'épuration existante),
- un prélèvement.

| Alluvions de la Drôme - FRDG337  |   |
|--|---|
| Mesures pour atteindre les objectifs de bon état   |   |
| <b>Pression à traiter : Prélèvements</b>   |   |
| RES0202  | Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités   |
| RES0301  | Mettre en place un Organisme Unique de Gestion Collective en ZRE  |
| RES0303  | Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau   |
| Mesures spécifiques du registre des zones protégées  |   |
| <b>Directive concernée : Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole</b> |   |
| AGR0201  | Limitier les transferts de fertilisants et l'érosion dans le cadre de la Directive nitrates   |
| AGR0301  | Limitier les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates |
| AGR0803  | Réduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates   |

## EXTRAIT DU PROGRAMME DE MESURES DU SDAGE RMC 2016-2021 – EAUX SOUTERRAINES

Le projet n'est pas concerné par :

- un prélèvement,
- une pollution par les nitrates d'origine agricole.

Le projet d'assainissement ne va pas à l'encontre d'une des orientations du SDAGE RMC.

## **10.2/ Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE Drôme)**

Le SAGE Drôme, validé en 1997, est entré en révision en juillet 2008 et a été approuvé fin 2011.

Le SAGE Drôme est un dossier constitué de 4 documents distincts et complémentaires :

- le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il expose la stratégie retenue pour le territoire suite à un important travail de concertation au sein des groupes de travail du SAGE. Pour chaque enjeu du SAGE, une liste d'objectifs est définie. Ces objectifs sont eux-mêmes déclinés en une série de dispositions référencées,
- le Règlement : il isole, dans un document bien identifié, les prescriptions réglementaires du SAGE. Il est illustré par des documents cartographiques associés,
- le Rapport environnemental : il permet d'identifier les incidences notables négatives sur l'environnement puis de les réduire, le cas échéant, en proposant des mesures correctrices,
- un Atlas cartographique.

Les enjeux identifiés dans le PAGD sont les suivants :

### **→ Enjeu n°1 : Pour une gestion durable des milieux aquatiques**

*Compatibilité : La station d'épuration a une qualité de traitement adaptée aux objectifs de qualité du milieu.*

### **→ Enjeu n°2 : Pour un bon état quantitatif des eaux superficielles et souterraines**

*Compatibilité : Le projet d'assainissement ne concerne pas une gestion quantitative de la ressource en eau. Les eaux traitées sont infiltrées.*

### **→ Enjeu n°3 : Pour une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et une qualité baignade**

*Compatibilité : La station d'épuration est éloignée de la Drôme et les eaux traitées sont infiltrées.*

### **→ Enjeu n°4 : Pour préserver et valoriser les milieux aquatiques, restaurer la continuité écologique et conserver la biodiversité**

*Compatibilité : Le projet de zonage de l'assainissement n'affecte par un milieu aquatique.*

→ **Enjeu n°5 : Pour un bon fonctionnement et une dynamique naturelle des cours d'eau**

*Compatibilité : Le projet de zonage de l'assainissement ne concerne pas un cours d'eau.*

→ **Enjeu n°6 : Pour gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau**

*Compatibilité : Le projet de zonage de l'assainissement n'a pas d'impact sur le champ d'expansion des crues d'un cours d'eau.*

→ **Enjeu n°7 : Pour un territoire « vivant » et en harmonie autour de la rivière**

*Compatibilité : Le projet de zonage de l'assainissement n'a pas d'impact sur les zones naturelles et les paysages situés autour de la rivière Drôme.*

→ **Enjeu n°8 : Pour un suivi du SAGE à travers la mise en place d'un observatoire**

*Compatibilité : Le projet de zonage de l'assainissement n'est pas concerné par cet enjeu.*

### **10.3/ Evaluation des incidences du projet sur le zonage Natura 2000**

→ **Identification des sites Natura 2000 susceptibles d'être impactés par le projet**

La commune de Beaumont en Diois ne comporte pas de site Natura 2000.

Le site le plus proche est le site FR 8201684 « Milieux alluviaux et aquatiques et gorges de la moyenne vallée de la Drôme et du Bez » qui se situe sur la commune de Beaurières. Le Bez qui descend du Vercors et la Drôme qui descend du Haut Diois se rejoignent sur ce site. En plus de la confluence, ce site comprend également la propriété du Conseil général de la Drôme : étang de Rochebrune. Ce marais est l'un des plus grands de toute la Drôme et le seul du secteur montagneux. Il s'agit en fait d'une vaste roselière et d'un marais à *Cladium mariscus* bordé de coteaux rocheux et boisés. La qualité et l'importance du site sont liées à la mosaïque de milieux tels que bancs de galets, rivières torrentielles, forêts alluviales, habitats du Castor et de la Loutre.

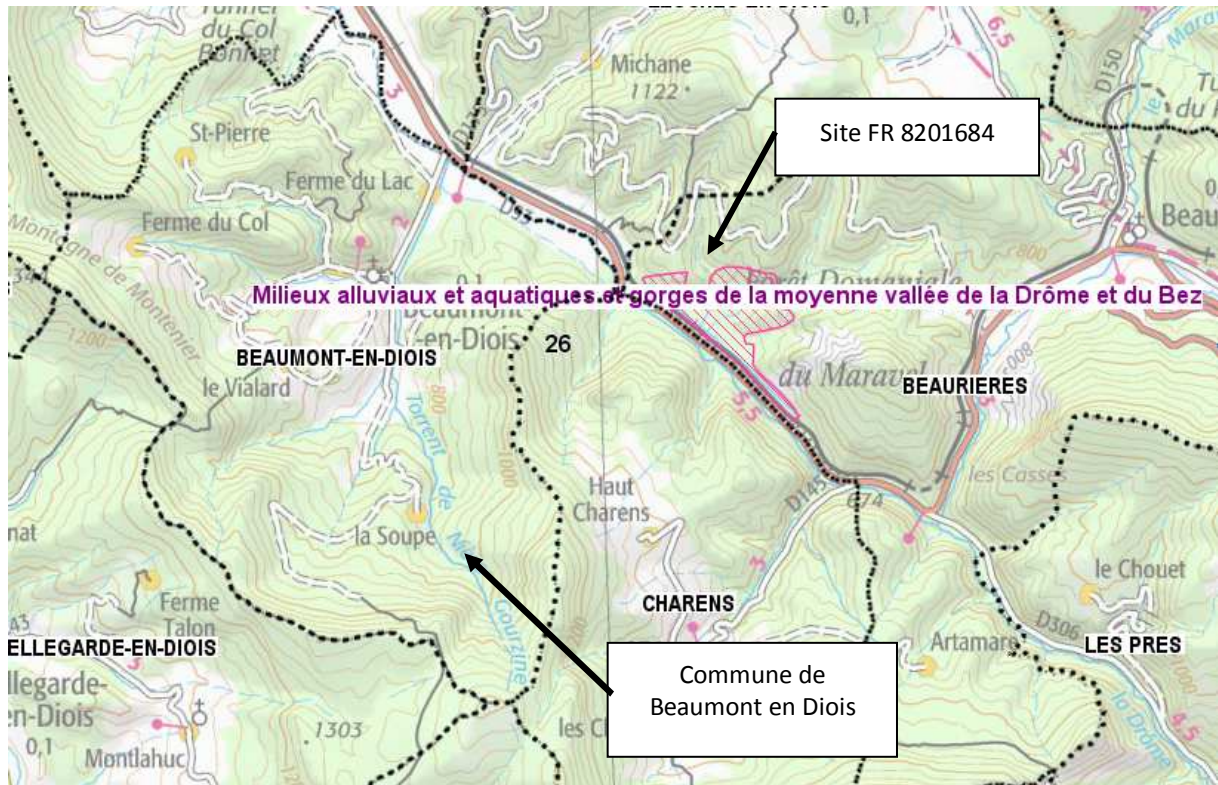
*Vulnérabilité du site :*

Rivière très sensible aux aménagements. Sa structure actuelle en tresse est nécessaire aux espèces animales et végétales et aux milieux annexes du cours d'eau.

→ **Localisation des sites susceptibles d'être impactés par le projet**

La carte suivante localise le site Natura 2000 et la commune de Beaumont en Diois.





LOCALISATION DES SITES NATURA 2000

Source : DDT de la Drôme

### → Incidences du projet sur le site

L'incidence potentielle est liée aux habitats et à la qualité de l'eau.

Ce site se trouve à 2,3 km à l'Est du village, à 2,36 km à Est de la zone constructible Chelas / Châteauneuf et à 2,6 km à l'Est de la zone constructible de Saint Martin. Le projet de carte communale n'a pas d'incidence sur la dynamique fluviale de la Drôme et du Bez.

Compte tenu de la localisation éloignée des zones Natura 2000, le projet de la carte communale n'est pas de nature à porter atteinte à l'état de conservation des habitats naturels.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Atlas du bassin RMC – Territoire affluents méditerranéens rive gauche du Rhône

Cadastre de la commune de Beaumont en Diois

Cartes IGN

Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application, modifiés

### **Sites internet**

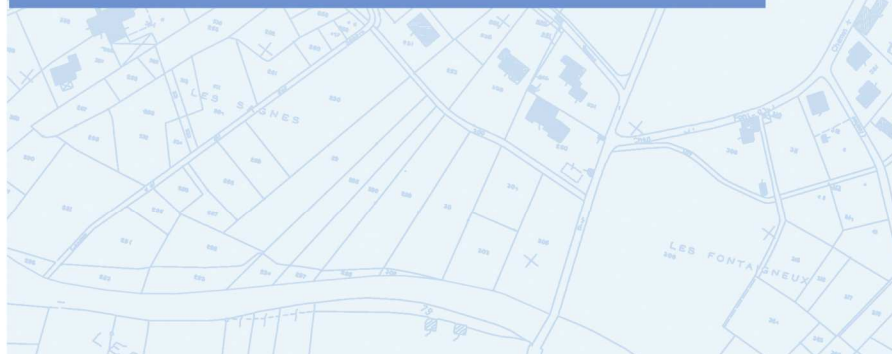
- INSEE
- DREAL Rhône-Alpes
- Inventaire national du patrimoine naturel
- Géoportail
- Réseau de bassin RMC
- SDAGE RMC



---

# AVIS DE LA DREAL

**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**  
Commune de ST NAZAIRE LE DESERT







**CARTE**

---

# **ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**  
Commune de ST NAZAIRE LE DESERT

